



**CHAPTER E-9.18**

**CHAPITRE E-9.18**

**Energy and Utilities Board Act**

**Loi sur la Commission de l'énergie  
et des services publics**

*Assented to June 22, 2006*

*Sanctionnée le 22 juin 2006*

**Chapter Outline**

**Sommaire**

**PART 1**

**INTERPRETATION**

Definitions. . . . .1

- Board — Commission
- Chairperson — président
- financial and consumer services legislation — législation en  
matière de services financiers et de services aux  
consommateurs
- member — membre
- Minister — ministre
- nominating committee — comité de candidatures
- Public Intervener — intervenant public
- Vice-Chairperson — vice-président

Interpretation. . . . .1.1

Inconsistency with other Acts. . . . .2

**PART 2**

**ENERGY AND UTILITIES BOARD**

**Division A**

**Board composition and governance**

Continuation of Board. . . . .3

Composition of Board and appointment. . . . .4

Term of office of members. . . . .5

- Term of office of Chairperson. . . . .5.1
- Term of office of Vice-Chairperson. . . . .5.2

Good behaviour and removal for cause. . . . .5.3

Expiry of term. . . . .6

Remuneration, benefits and expenses. . . . .7

Oath of office. . . . .8

Vacancy on Board. . . . .9

Powers and duties of Chairperson. . . . .10

Powers and duties of Vice-Chairperson. . . . .11

Absence of or inability to act as Chairperson and Vice-  
Chairperson or when the offices of the Chairperson and Vice-  
Chairperson are vacant. . . . .11.1

**PARTIE 1**

**INTERPRÉTATION**

Définitions. . . . .1

- comité de candidatures — nominating committee
- Commission — Board
- intervenant public — Public Intervener
- législation en matière de services financiers et de services aux  
consommateurs — financial and consumer services  
legislation
- membre — member
- ministre — Minister
- président — Chairperson
- vice-président — Vice-Chairperson

Interprétation. . . . .1.1

Incompatibilité. . . . .2

**PARTIE 2**

**COMMISSION DE L'ÉNERGIE ET DES SERVICES PUBLICS**

**Section A**

**Composition de la Commission et gouvernance**

Prorogation de la Commission. . . . .3

Composition de la Commission et nominations. . . . .4

Mandat des membres. . . . .5

- Mandat du président. . . . .5.1
- Mandat du vice-président. . . . .5.2

Inamovibilité. . . . .5.3

Expiration du mandat. . . . .6

Rémunération, avantages et frais. . . . .7

Serment d'entrée en fonction. . . . .8

Vacance au sein de la Commission. . . . .9

Attributions du président. . . . .10

Attributions du vice-président. . . . .11

Absence ou empêchement du président et du vice-président ou  
vacance de leur poste. . . . .11.1

Capacity of Board to contract and sue. . . . .	12
Appointment of employees. . . . .	13
Pensions and other benefits. . . . .	14
Testimony of members and employees. . . . .	15
Immunity of members and employees. . . . .	16
Indemnity for members and employees. . . . .	17
Official seal. . . . .	18
Office of Board. . . . .	19
Fiscal year. . . . .	20
Audit. . . . .	21
Annual report. . . . .	22

**Division B****Duties, authorities and powers of the Board**

Duties and functions of Board. . . . .	23
Minister may order investigation by Board. . . . .	24
Quorum of the Board. . . . .	25
Panels of the Board. . . . .	26
Incapacity of member affecting quorum. . . . .	27
Matters that may be dealt with by one member of the Board. . . . .	27.1
Powers of Board and members. . . . .	28
Exercise of powers under other Acts. . . . .	29
Engagement of experts. . . . .	30
Joint hearings. . . . .	31
Board may act on own motion. . . . .	32
Taking of evidence in investigation or proceeding. . . . .	33
Confidentiality. . . . .	34
Admissibility of evidence. . . . .	35
Questions of law and fact. . . . .	36
Effect of finding of facts. . . . .	37
Procedure. . . . .	38
Orders respecting application. . . . .	39
Interim orders. . . . .	40
<i>Ex parte</i> orders. . . . .	41
Substantial compliance. . . . .	42
Board may review, rescind or vary order. . . . .	43
Rehearing. . . . .	44
Effective date of order or decision. . . . .	45
Final decision. . . . .	46
Security for costs. . . . .	47
Costs. . . . .	47.1
Repealed. . . . .	48
Notification to Public Intervener. . . . .	49
Assisting the Board. . . . .	49.1
Assessment of expenses. . . . .	50
annual expenses — dépenses annuelles	
common expenses — dépenses communes	
direct expenses — dépenses directes	

Repealed. . . . .	51
Judicial review. . . . .	52

**PART 3****PUBLIC UTILITIES**

Definitions. . . . .	53
gas distribution system — système de distribution de gaz	
interconnect — interconnexion	
interswitch — aiguillage ferroviaire	
local government — gouvernement local	
public utility — entreprise de service public	
running rights — droits de circulation	
tariff — tarif	
toll — droit	
Supervision of public utilities and others. . . . .	54
Review by Board. . . . .	55
Books and records of public utility. . . . .	56
Reports to the Board. . . . .	57

Capacité de contracter et d'ester en justice. . . . .	12
Nomination des employés. . . . .	13
Pensions et autres avantages sociaux. . . . .	14
Contraignabilité des membres et des employés. . . . .	15
Immunité. . . . .	16
Indemnisation. . . . .	17
Sceau officiel. . . . .	18
Bureaux de la Commission. . . . .	19
Année financière. . . . .	20
Vérification. . . . .	21
Rapport annuel. . . . .	22

**Section B****Attributions de la Commission**

Attributions de la Commission. . . . .	23
Ministre peut ordonner une enquête. . . . .	24
Quorum de la Commission. . . . .	25
Comités. . . . .	26
Incapacité d'agir d'un membre - atteinte au quorum. . . . .	27
Affaires tranchées par un seul membre de la Commission. . . . .	27.1
Pouvoirs de la Commission et de ses membres. . . . .	28
Exercice des attributions conférées par d'autres lois. . . . .	29
Services des experts. . . . .	30
Audience mixte. . . . .	31
Sur l'initiative de la Commission. . . . .	32
Recueil de témoignage lors d'une enquête. . . . .	33
Caractère confidentiel des renseignements. . . . .	34
Admissibilité de la preuve. . . . .	35
Questions de droit et de fait. . . . .	36
Effet de la conclusion de fait. . . . .	37
Règles de procédure. . . . .	38
Ordonnances suite à une demande. . . . .	39
Ordonnances provisoires. . . . .	40
Ordonnances <i>ex parte</i> . . . . .	41
Observation substantielle. . . . .	42
Commission peut réviser ou annuler ses ordonnances. . . . .	43
Nouvelle audience. . . . .	44
Prise d'effet d'une ordonnance. . . . .	45
Décision écrite et motivée. . . . .	46
Cautionnement. . . . .	47
Dépens et autres frais. . . . .	47.1
Abrogé. . . . .	48
Avis à l'intervenant public. . . . .	49
Assistance à la Commission. . . . .	49.1
Cotisation. . . . .	50
dépenses annuelles — annual expenses	
dépenses communes — common expenses	
dépenses directes — direct expenses	

Abrogé. . . . .	51
Révision judiciaire. . . . .	52

**PARTIE 3****ENTREPRISES DE SERVICE PUBLIC**

Définitions. . . . .	53
aiguillage ferroviaire — interswitch	
droits — tolls	
droits de circulation — running rights	
entreprise de service public — public utility	
gouvernement local — local government	
interconnexion — interconnect	
système de distribution de gaz — gas distribution system	
tarif — tariff	
Surveillance des entreprises de service public. . . . .	54
Examen par la Commission. . . . .	55
Documents comptables. . . . .	56
Rapports à la Commission. . . . .	57

Filing of schedules. . . . .	58	Dépôt des indicateurs. . . . .	58
Charges to be in accordance with filed schedule. . . . .	59	Prix demandés selon les indicateurs. . . . .	59
Change in tariff. . . . .	60	Changements au tarif. . . . .	60
Hearing to change tariff. . . . .	61	Audience sur le changement au tarif. . . . .	61
Notice of hearing. . . . .	62	Avis d'audience. . . . .	62
Burden of proof. . . . .	63	Fardeau de la preuve. . . . .	63
Approval of Board required. . . . .	64	Approbation de la Commission requise. . . . .	64
Decision of Board. . . . .	65	Décision de la Commission. . . . .	65
Order in the public interest. . . . .	66	Ordonnance - modalités et conditions. . . . .	66
Alternative form of regulation. . . . .	67	Autre mode de réglementation. . . . .	67
Forbearance from regulation. . . . .	68	Abstention. . . . .	68
Extension of service by public utility. . . . .	69	Offre de service par une entreprise de service public. . . . .	69
Duty of public utility to provide adequate service. . . . .	70	Services convenables. . . . .	70
Discontinuance of service by public utility. . . . .	71	Cessation des services. . . . .	71
Existing contracts and jurisdiction of Board. . . . .	72	Contrats existants et compétence de la Commission. . . . .	72
Provincial railways. . . . .	73	Chemins de fer provinciaux. . . . .	73
Provincial and federal railways. . . . .	74	Chemins de fer provinciaux et fédéraux. . . . .	74
Policies of Lieutenant-Governor in Council. . . . .	75	Politiques du lieutenant-gouverneur en conseil. . . . .	75
Regulations of Board. . . . .	76	Pouvoirs de réglementation de la Commission. . . . .	76
<b>PART 4</b>		<b>PARTIE 4</b>	
<b>GENERAL</b>		<b>GÉNÉRALITÉS</b>	
Production of documents and information. . . . .	77	Communication de documents et de renseignements. . . . .	77
Copies as proof. . . . .	78	Copies font foi. . . . .	78
Furnishing of certificates and copies to the Board. . . . .	79	Fourniture de certificats et de copies à la Commission. . . . .	79
Repealed. . . . .	80	Abrogé. . . . .	80
Offences and penalties. . . . .	81	Infractions et pénalités. . . . .	81
Continuing offence. . . . .	82	Infraction continue. . . . .	82
Regulations. . . . .	83	Pouvoirs de réglementation. . . . .	83
<b>PART 5</b>		<b>PARTIE 5</b>	
<b>TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REPEAL AND COMMENCEMENT</b>		<b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR</b>	
<b>TRANSITIONAL PROVISIONS</b>		<b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES</b>	
References to Board of Commissioners of Public Utilities. . . . .	84	Renvois à la Commission des entreprises de service public. . . . .	84
Repealed. . . . .	85	Abrogé. . . . .	85
Transfer of property and obligations. . . . .	86	Transfert des biens et des obligations. . . . .	86
Legal proceedings. . . . .	87	Recours judiciaire. . . . .	87
Employees continued. . . . .	88	Employés restent en poste. . . . .	88
Proceedings. . . . .	89	Instances en cours. . . . .	89
Decisions, orders, etc.. . . . .	90	Décisions, ordonnances et autres. . . . .	90
Recovery of start-up costs – <i>Pipeline Act, 2005</i> . . . . .	91	Recouvrement de frais - <i>Loi de 2005 sur les pipelines</i> . . . . .	91
Recovery of Attorney General costs - transition. . . . .	92	Recouvrement des frais du Procureur général - disposition transitoire. . . . .	92
<b>CONSEQUENTIAL AMENDMENTS</b>		<b>MODIFICATIONS CORRÉLATIVES</b>	
<i>Clean Environment Act</i> . . . . .	93	<i>Loi sur l'assainissement de l'environnement</i> . . . . .	93
<i>Companies Act</i> . . . . .	94	<i>Loi sur les compagnies</i> . . . . .	94
<i>Consumer Advocate for Insurance Act</i> . . . . .	95	<i>Loi sur le défenseur du consommateur en matière d'assurances</i> . . . . .	95
<i>Electricity Act</i> . . . . .	96	<i>Loi sur l'électricité</i> . . . . .	96
<i>Edmundston Act, 1998</i> . . . . .	97	<i>Loi de 1998 sur Edmundston</i> . . . . .	97
<i>Gas Distribution Act, 1999</i> . . . . .	98	<i>Loi de 1999 sur la distribution du gaz</i> . . . . .	98
<i>Motor Carrier Act</i> . . . . .	99	<i>Loi sur les transports routiers</i> . . . . .	99
<i>Municipalities Act</i> . . . . .	100	<i>Loi sur les municipalités</i> . . . . .	100
<i>Pipeline Act, 2005</i> . . . . .	101	<i>Loi de 2005 sur les pipelines</i> . . . . .	101
<i>Protected Natural Areas Act</i> . . . . .	102	<i>Loi sur les zones naturelles protégées</i> . . . . .	102
<b>REPEAL</b>		<b>ABROGATION</b>	
Repeal of <i>Public Utilities Act</i> and regulation. . . . .	103	Abrogation de la <i>Loi sur les entreprises de service public</i> et de son règlement. . . . .	103

**COMMENCEMENT**

Commencement. . . . .104

**SCHEDULE A**

**ENTRÉE EN VIGUEUR**

Entrée en vigueur. . . . .104

**ANNEXE A**



Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

**PART 1**  
**INTERPRETATION**

**Definitions**

1 The following definitions apply in this Act.

“Board” means the New Brunswick Energy and Utilities Board continued under section 3. (*Commission*)

“Chairperson” means the Chairperson of the Board. (*président*)

“financial and consumer services legislation” means financial and consumer services legislation as defined in the *Financial and Consumer Services Commission Act*. (*législation en matière de services financiers et de services aux consommateurs*)

“member” means a member of the Board. (*membre*)

“Minister” means the member of the Executive Council designated by the Lieutenant-Governor in Council as being responsible for Energy. (*ministre*)

“nominating committee” means a committee composed of the Deputy Minister of Natural Resources and Energy Development, the Deputy Minister of Justice and Public Safety and the Deputy Minister of Finance and Treasury Board, or any person designated by any of those Deputy Ministers to act as their representative, and the Chairperson and Vice-Chairperson. (*comité de candidatures*)

“Public Intervener” means the Public Intervener for the Energy Sector appointed under *An Act Respecting a Public Intervener for the Energy Sector*. (*intervenant public*)

“Vice-Chairperson” means the Vice-Chairperson of the Board. (*vice-président*)

2007, c.34, s.1; 2012, c.52, s.20; 2013, c.28, s.17; 2013, c.29, s.1; 2016, c.37, s.61; 2019, c.2, s.49; 2019, c.29, s.175; 2020, c.25, s.48; 2023, c.6, s.3; 2024, c.28, s.20

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

**PARTIE 1**  
**INTERPRÉTATION**

**Définitions**

1 Les définitions suivantes s’appliquent à la présente loi.

« comité de candidatures » Le comité composé du sous-ministre des Ressources naturelles et du Développement de l’énergie, du sous-ministre de la Justice et de la Sécurité publique et du sous-ministre des Finances et du Conseil du Trésor ou de leur représentant ainsi que du président et du vice-président. (*nominating committee*)

« Commission » Commission de l’énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick prorogée en vertu de l’article 3. (*Board*)

« intervenant public » S’entend de l’intervenant public dans le secteur énergétique nommé en vertu de la *Loi sur l’intervenant public dans le secteur énergétique*. (*Public Intervener*)

« législation en matière de services financiers et de services aux consommateurs » S’entend selon la définition que donne de ce terme la *Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*. (*financial and consumer services legislation*)

« membre » Le membre de la Commission. (*member*)

« ministre » Le membre du Conseil exécutif que le lieutenant-gouverneur en conseil désigne comme étant responsable de l’Énergie. (*Minister*)

« président » Le président de la Commission. (*Chairperson*)

« vice-président » Le vice-président de la Commission. (*Vice-Chairperson*)

2007, ch. 34, art. 1; 2012, ch. 52, art. 20; 2013, ch. 28, art. 17; 2013, ch. 29, art. 1; 2016, ch. 37, art. 61; 2019, ch. 2, art. 49; 2019, ch. 29, art. 175; 2020, ch. 25, art. 48; 2023, ch. 6, art. 3; 2024, ch. 28, art. 20

**Interpretation**

2013, c.7, s.158

**1.1** For greater certainty, in this Act, a reference to an Act includes a reference to the regulations under that Act unless the context otherwise requires.

2013, c.7, s.158

**Inconsistency with other Acts**

**2** Except as provided in section 72, where any provision of this Act is inconsistent with any provision of another Act, that other provision prevails to the extent of the inconsistency.

2007, c.34, s.2

**PART 2**  
**ENERGY AND UTILITIES BOARD**  
**Division A**  
**Board composition and governance**

**Continuation of Board**

**3** The board known as the Board of Commissioners of Public Utilities established under section 2 of the *Public Utilities Act*, chapter P-27 of the Revised Statutes, 1973, is continued as the New Brunswick Energy and Utilities Board.

2007, c.34, s.3

**Composition of Board and appointment**

2013, c.29, s.2

**4(1)** The Board shall consist of the following members appointed by the Lieutenant-Governor in Council:

- (a) at least three members, but no more than six members, who shall perform their duties on a full-time basis; and
- (b) no more than two members who shall perform their duties on a part-time basis.

**4(2)** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Chairperson and a Vice-Chairperson from the members appointed under paragraph (1)(a).

**Interprétation**

2013, ch. 7, art. 158

**1.1** Il est entendu que, dans la présente loi, tout renvoi à une loi vaut renvoi à ses règlements, sauf indication contraire du contexte.

2013, ch. 7, art. 158

**Incompatibilité**

**2** Sauf disposition contraire de l'article 72, en cas d'incompatibilité entre une disposition de la présente loi et une disposition d'une autre loi, cette autre disposition l'emporte.

2007, ch. 34, art. 2

**PARTIE 2**  
**COMMISSION DE L'ÉNERGIE**  
**ET DES SERVICES PUBLICS**  
**Section A**

**Composition de la Commission et gouvernance**

**Prorogation de la Commission**

**3** La Commission des entreprises de service public créée aux termes de l'article 2 de la *Loi sur les entreprises de service public*, chapitre P-27 des Lois révisées du Nouveau-Brunswick de 1973, est prorogée sous le nom de Commission de l'énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick.

2007, ch. 34, art. 3

**Composition de la Commission et nominations**

2013, ch. 29, art. 2

**4(1)** La Commission est composée des membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil comme suit :

- a) au moins trois membres et au plus six membres qui exercent leurs fonctions à temps plein;
- b) au plus deux membres qui exercent leurs fonctions à temps partiel.

**4(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme parmi les membres nommés en application de l'alinéa (1)a) une personne pour occuper le poste de président et une autre, celui de vice-président.

4(3) A member shall be appointed from among those candidates nominated by the nominating committee in accordance with subsection (4).

4(4) In making nominations, the nominating committee shall

- (a) engage a recruiting firm to identify potential candidates,
- (b) use a merit-based and objective approach,
- (c) ensure that the Board as a whole has the necessary skills and qualifications to carry out its functions,
- (d) provide to the Lieutenant-Governor in Council a description of the recruitment, assessment and selection processes used and the results of those processes, and
- (e) comply with any regulations made under paragraph 83(b.1).

4(5) At the time nominations are made under this section, the nominating committee shall advise the Lieutenant-Governor in Council of the following:

- (a) the skills and qualifications required of the Board as a whole to carry out its functions;
- (b) the skills and qualifications required of the candidates for the positions on the Board; and
- (c) its comments and recommendations pertaining to the candidates.

4(6) Despite subsections (1) to (5), the Chairperson and the Vice-Chairperson of the Board as it existed immediately before the commencement of this section shall be deemed to have been appointed as members of the Board and as the Chairperson and the Vice-Chairperson of the Board under this section.

4(7) Subsections (3) to (5) do not apply to the reappointment of a member.

4(8) Subject to subsection (9), the nominating committee may make a recommendation to the Lieutenant-Governor in Council concerning the reappointment of a

4(3) Un membre est nommé parmi les candidats proposés par le comité de candidatures conformément au paragraphe (4).

4(4) Le comité de candidatures doit, afin de s'acquitter de sa tâche, faire ce qui suit :

- a) retenir les services d'une agence de recrutement pour repérer les candidats potentiels;
- b) utiliser une méthode objective qui s'en tient aux compétences;
- c) s'assurer que la Commission dans son ensemble réunit les aptitudes et les qualités requises pour exercer ses attributions;
- d) fournir au lieutenant-gouverneur en conseil une description du processus de recrutement, d'évaluation et de sélection et le résultat de ces processus;
- e) se conformer aux règlements pris en vertu de l'alinéa 83b.1).

4(5) Au moment de proposer les candidats au lieutenant-gouverneur en conseil, le comité de candidatures doit lui faire part de ce qui suit :

- a) des aptitudes et des qualités qui doivent être réunies au sein de la Commission pour qu'elle puisse exercer ses attributions;
- b) des aptitudes et des qualités requises pour chaque poste à la Commission;
- c) des commentaires et des recommandations relatifs aux candidats.

4(6) Malgré les paragraphes (1) à (5), le président et le vice-président de la Commission telle qu'elle existait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article sont réputés avoir été nommés membres de la Commission et nommés président et vice-président en vertu du présent article.

4(7) Les paragraphes (3) à (5) ne s'appliquent pas au renouvellement du mandat d'un membre.

4(8) Sous réserve du paragraphe (9), le comité de candidatures peut, quant au renouvellement du mandat d'un membre, faire une recommandation au lieutenant-

member but the Lieutenant-Governor in Council is not bound by the recommendation.

4(9) The Chairperson or the Vice-Chairperson shall not participate in making a recommendation in respect of his or her own position as a member.

4(10) The nominating committee shall make a recommendation under subsection (8) within a reasonable period of time before the expiry of the member's term of office.

4(11) When a member is not reappointed on time, his or her subsequent reappointment shall be deemed to have taken effect immediately after the expiration of his or her term of office.

4(12) Subsections (3) to (5) apply with the necessary modifications to the making of nominations to fill a vacancy on the Board.

4(13) The nominating committee shall provide the Lieutenant-Governor in Council with the nominations for a vacancy at least three months before the occurrence of the vacancy but, if not possible, as soon as practicable.

2013, c.29, s.3; 2023, c.6, s.3

#### **Term of office of members**

2013, c.29, s.4

5(1) The term of office of members of the Board appointed on a full-time basis is 10 years, and for those appointed on a part-time basis the term of office is a maximum of five years.

5(2) For the purposes of subsection (1), the commencement date of the term of office as a member of the Chairperson or the Vice-Chairperson referred to in subsection 4(6) is the date he or she was appointed as the Chairperson or the Vice-Chairperson under section 4 of this Act as it existed immediately before the commencement of this section.

5(3) Each member may be reappointed as a member for no more than three terms, each of which is a maximum of five years.

5(4) Subject to section 5.3, a member shall hold office until the earliest of the following events:

gouverneur en conseil, toutefois ce dernier n'est pas lié par la recommandation.

4(9) Le président et le vice-président ne peuvent participer à la formulation de recommandations quant à leur propre nomination comme membre.

4(10) Le comité de candidatures fait les recommandations en application du paragraphe (8) dans un délai raisonnable avant la fin du mandat du membre.

4(11) Le renouvellement tardif du mandat d'un membre est réputé avoir eu lieu immédiatement après l'expiration du mandat précédent.

4(12) Les paragraphes (3) à (5) s'appliquent avec les adaptations nécessaires quand il s'agit de proposer des candidats pour combler une vacance au sein de la Commission.

4(13) Le comité de candidatures présente au lieutenant-gouverneur en conseil les noms des candidats pour combler une vacance au moins trois mois avant qu'elle ne se produise et si cela n'est pas possible, dès que l'occasion s'y prête.

2013, ch. 29, art. 3; 2023, ch. 6, art. 3

#### **Mandat des membres**

2013, ch. 29, art. 4

5(1) Le mandat des membres à temps plein de la Commission est d'une durée de dix ans et celui des membres à temps partiel, d'une durée maximale de cinq ans.

5(2) Pour les fins du paragraphe (1), la date d'entrée en fonction du président ou du vice-président visé au paragraphe 4(6) est la date où il a été nommé comme président ou comme vice-président en vertu de l'article 4 de la présente loi dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

5(3) Le mandat de chaque membre peut être renouvelé au plus trois fois, chaque fois pour une durée maximale de cinq ans.

5(4) Sous réserve de l'article 5.3, un membre exerce ses fonctions jusqu'à ce que se produise l'un des événements suivants :



- |  |                                |
|--|--------------------------------|
| (a) the member's resignation;                      | a) sa démission;               |
| (b) the incapacity of the member;                  | b) il a un empêchement;        |
| (c) the expiry of the member's term of office; and | c) l'expiration de son mandat; |
| (d) the member's retirement.                       | d) sa retraite.                |

2013, c.29, s.5; 2023, c.6, s.3

2013, ch. 29, art. 5; 2023, ch. 6, art. 3

### **Term of office of Chairperson**

2013, c.29, s.6

**5.1(1)** The Chairperson shall be appointed for a term of ten years.

**5.1(2)** For the purposes of subsection (1), the commencement date of the term of office of the Chairperson referred to in subsection 4(6) is the date he or she was appointed as the Chairperson under section 4 of this Act as it existed immediately before the commencement of this section.

**5.1(3)** The Chairperson may be reappointed as the Chairperson for no more than three terms of office, each of which is a maximum of five years.

**5.1(4)** Subject to section 5.3, the Chairperson shall hold office until the earliest of the following events:

- (a) the expiry of the Chairperson's term of office;
- (b) the expiry of the Chairperson's term of office as a member;
- (c) the Chairperson's resignation as a member or as the Chairperson;
- (d) the incapacity of the Chairperson; and
- (e) the Chairperson's retirement.

2013, c.29, s.6; 2023, c.6, s.3

### **Term of office of Vice-Chairperson**

2013, c.29, s.6

**5.2(1)** The Vice-Chairperson shall be appointed for a term of ten years.

### **Mandat du président**

2013, ch. 29, art. 6

**5.1(1)** Le mandat du président est de dix ans.

**5.1(2)** Pour les fins du paragraphe (1), le mandat du président visé au paragraphe 4(6) a débuté à la date de sa nomination en vertu de l'article 4 de la présente loi dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

**5.1(3)** Le mandat du président peut être renouvelé au plus trois fois, chaque fois pour une durée maximale de cinq ans.

**5.1(4)** Sous réserve de l'article 5.3, le président exerce ses fonctions jusqu'à ce que se produise l'un des événements suivants :

- a) l'expiration de son mandat de président;
- b) l'expiration de son mandat de membre;
- c) sa démission comme membre ou comme président;
- d) il a un empêchement;
- e) sa retraite.

2013, ch. 29, art. 6; 2023, ch. 6, art. 3

### **Mandat du vice-président**

2013, ch. 29, art. 6

**5.2(1)** Le mandat du vice-président est de dix ans.

**5.2(2)** For the purposes of subsection (1), the commencement date of the term of office of the Vice-Chairperson referred to in subsection 4(6) is the date he or she was appointed as the Vice-Chairperson under section 4 of this Act as it existed immediately before the commencement of this section.

**5.2(3)** The Vice-Chairperson may be reappointed as the Vice-Chairperson for no more than three terms of office, each of which is a maximum of five years.

**5.2(4)** Subject to section 5.3, the Vice-Chairperson shall hold office until the earliest of the following events:

- (a) the expiry of the Vice-Chairperson's term of office;
- (b) the expiry of the Vice-Chairperson's term of office as a member;
- (c) the Vice-Chairperson's resignation as a member or as the Vice-Chairperson;
- (d) the incapacity of the Vice-Chairperson; and
- (e) the Vice-Chairperson's retirement.

2013, c.29, s.6; 2023, c.6, s.3

### **Good behaviour and removal for cause**

2013, c.29, s.6

**5.3** Each member shall hold office during good behaviour during the term for which he or she is appointed and may be removed for cause by the Lieutenant-Governor in Council.

2013, c.29, s.6

### **Expiry of term**

**6** At the request of the Chairperson, if a member resigns or the member's term of office expires, the member may carry out and complete the duties or responsibilities and exercise any powers that the member would have had, if the member had not ceased to be a member, in connection with any matter in respect of which there was any proceeding in which the member participated as a member of the Board.

### **Remuneration, benefits and expenses**

**7** The Lieutenant-Governor in Council may determine the remuneration and benefits of the Chairperson, Vice-

**5.2(2)** Pour les fins du paragraphe (1), le mandat du vice-président visé au paragraphe 4(6) a débuté à la date de sa nomination en vertu de l'article 4 de la présente loi dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

**5.2(3)** Le mandat du vice-président peut être renouvelé au plus trois fois, chaque fois pour une durée maximale de cinq ans.

**5.2(4)** Sous réserve de l'article 5.3, le vice-président exerce ses fonctions jusqu'à ce que se produise l'un des événements suivants :

- a) l'expiration de son mandat de vice-président;
- b) l'expiration de son mandat de membre;
- c) sa démission comme membre ou comme vice-président;
- d) il a un empêchement;
- e) sa retraite.

2013, ch. 29, art. 6; 2023, ch. 6, art. 3

### **Inamovibilité**

2013, ch. 29, art. 6

**5.3** Le mandat de chacun des membres de la Commission est donné à titre inamovible sauf révocation motivée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2013, ch. 29, art. 6

### **Expiration du mandat**

**6** Lorsqu'un membre démissionne ou si son mandat expire, il peut, si le président lui en fait la demande, demeurer en poste pour accomplir et finir ses tâches et exercer ses responsabilités et pouvoirs relativement à quoique ce soit qui émane d'une instance à laquelle il a participé comme membre de la Commission.

### **Rémunération, avantages et frais**

**7** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la rémunération et les avantages sociaux des membres de la Com-

Chairperson and other members of the Board and may fix the rate for reimbursement of expenses incurred by them while acting of behalf of the Board.

#### Oath of office

8(1) The Chairperson, Vice-Chairperson and the other members of the Board, before commencing their duties, shall take the following oath or affirmation before a person authorized to administer it:

I \_\_\_\_\_ do solemnly swear (or affirm) that I will faithfully, truly and impartially, to the best of my judgment, skill and ability, fulfil and perform the duties that devolve upon me under the *Energy and Utilities Board Act* (or any other Act of the Legislature) by reason of my duties as \_\_\_\_\_. (In the case where an oath is taken add "So help me God".)

8(2) An oath or affirmation in the form prescribed under subsection (1) shall be in writing and filed with the Minister.

#### Vacancy on Board

9 Subject to section 25, a vacancy on the Board does not impair its ability to act.

2013, c.29, s.7

#### Powers and duties of Chairperson

10 The Chairperson is the chief executive officer of the Board and has the general supervision and direction over the conduct of the affairs of the Board.

#### Powers and duties of Vice-Chairperson

11(1) In the case of the absence of the Chairperson or the Chairperson's inability to act, or if the position of the Chairperson is vacant, the Vice-Chairperson shall perform the duties and exercise the powers of the Chairperson.

11(2) The Vice-Chairperson shall perform such duties as may be assigned by the Chairperson.

mission ainsi que le barème pour le remboursement de leurs dépenses effectuées dans l'exercice de leurs fonctions.

#### Serment d'entrée en fonction

8(1) Avant d'entrer en fonction, le président, le vice-président ainsi que les autres membres de la Commission, doivent prêter devant une personne autorisée à le recevoir, le serment d'entrée en fonction ou l'affirmation suivante :

Moi, \_\_\_\_\_, je jure (ou j'affirme solennellement) que j'exercerai avec fidélité, sincérité et impartialité, et au mieux de mon jugement, de mes capacités et de mon habileté, les fonctions qui me sont conférées par la *Loi sur la Commission de l'énergie et des services publics* (ou de toute autre loi de la législature) comme \_\_\_\_\_. (Dans le cas du serment ajouter « Que Dieu me soit en aide »).

8(2) Le serment ou l'affirmation en la forme prescrite au paragraphe (1) doit être déposé auprès du ministre.

#### Vacance au sein de la Commission

9 Sous réserve de l'article 25, une vacance au sein de la Commission ne porte pas atteinte à sa capacité d'agir.

2013, ch. 29, art. 7

#### Attributions du président

10 Le président est le premier dirigeant de la Commission et il est chargé de la surveillance et de la direction générale des affaires de la Commission.

#### Attributions du vice-président

11(1) En cas d'absence du président ou s'il est dans l'incapacité d'agir ou si son poste est vacant, le vice-président le remplace.

11(2) Le vice-président exerce les attributions qui lui sont assignées par le président.

**Absence of or inability to act as Chairperson and Vice-Chairperson or when the offices of the Chairperson and Vice-Chairperson are vacant**

2023, c.6, s.3

**11.1** In the absence of the Chairperson and Vice-Chairperson or the inability of the Chairperson and Vice-Chairperson to act, or if the offices of the Chairperson and Vice-Chairperson are vacant, the members shall appoint from among the members an acting chairperson for the period of the absence, inability to act or vacancy.

2023, c.6, s.3

**Capacity of Board to contract and sue**

**12(1)** The Board may enter into leases, licences, contracts and agreements for provision to the Board of services, accommodations and other matters necessary for the functioning of the Board.

**12(2)** The Board may sue and be sued solely with respect to the enforcement of the leases, licences, contracts and agreements referred to in subsection (1).

**Appointment of employees**

**13(1)** The Chairperson may appoint or engage the employees of the Board as the Chairperson considers necessary.

**13(2)** The remuneration and other conditions of employment of the employees of the Board shall be established by the Chairperson.

**13(3)** The Chairperson shall ensure that employees are appointed to their positions on the basis of merit.

2023, c.6, s.3

**Pensions and other benefits**

2007, c.34, s.4

**14(1)** The pension plan converted to a shared risk plan in accordance with *An Act Respecting Public Service Pensions* applies to the members and employees of the Board.

**14(2)** Despite sections 5 and 6 of the *Financial Administration Act*, and subject to the approval of the Minister of Human Resources, the members and employees of the

**Absence ou empêchement du président et du vice-président ou vacance de leur poste**

2023, ch. 6, art. 3

**11.1** En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président, ou en cas de vacance de ces deux postes, les membres nomment en leur sein un président suppléant pour la durée, selon le cas, de l'absence, de l'empêchement ou de la vacance.

2023, ch. 6, art. 3

**Capacité de contracter et d'ester en justice**

**12(1)** La Commission peut conclure des baux et des crédits-bails, obtenir des licences, conclure des ententes et des contrats dans le but de se procurer des services, d'installer ses bureaux et de se procurer les autres choses nécessaires à son fonctionnement.

**12(2)** La Commission peut ester en justice uniquement dans les affaires relatives à l'exécution forcée d'un bail, d'un crédit-bail, d'une licence, d'une entente ou d'un contrat visés au paragraphe (1).

**Nomination des employés**

**13(1)** Le président peut nommer ou engager les employés de la Commission qu'il estime nécessaires.

**13(2)** Le président fixe la rémunération et les autres conditions d'emploi des employés de la Commission.

**13(3)** Le président s'assure que la nomination des employés à leurs postes est fondée sur le mérite.

2023, ch. 6, art. 3

**Pensions et autres avantages sociaux**

2007, ch. 34, art. 4

**14(1)** Le régime de pension converti en régime à risques partagés conformément à la *Loi concernant la pension de retraite dans les services publics* s'applique aux membres et aux employés de la Commission.

**14(2)** Malgré les articles 5 et 6 de la *Loi sur l'administration financière*, et sous réserve de l'approbation du ministre des Ressources humaines, les membres et les employés de la Commission sont admissibles aux pro-

Board may participate in employee benefit programs established by the Treasury Board.

2007, c.34, s.5; 2013, c.29, s.7.1; 2013, c.44, s.17; 2016, c.37, s.61

### Testimony of members and employees

**15** No member or employee, or former member or employee, of the Board shall be required to give testimony in any civil action to which the Board is not a party concerning information obtained in carrying out that person's official duties to the Board.

### Immunity of members and employees

**16** No action lies for damages or otherwise against any of the following persons in relation to anything done or purported to be done in good faith, or in relation to anything omitted in good faith, while acting under the authority of this or any other Act or regulation by the person:

- (a) the Board;
- (b) the Chairperson or a former Chairperson;
- (c) any other member or former member of the Board;
- (d) any employee or former employee of the Board;
- (e) any person appointed under this Act; and
- (f) any person acting under or who has acted under the authority of this Act or the instructions of a person referred to in paragraph (a), (b), (c) or (d).

### Indemnity for members and employees

**17** Every member and employee, or former member or employee, and his or her heirs or legal representatives, shall be indemnified against all costs, charges and expenses incurred by him or her in relation to any action or other proceeding brought or prosecuted against him or her in connection with the duties of the person as a member or employee of the Board and with respect to all other costs, charges and expenses that he or she incurs in connection with those duties, except costs, charges and expenses that are occasioned by that person's own wilful neglect or wilful default.

grammes d'avantages sociaux des employés établis par le Conseil du Trésor.

2007, ch. 34, art. 5; 2013, ch. 29, art. 7.1; 2013, ch. 44, art. 17; 2016, ch. 37, art. 61

### Contraignabilité des membres et des employés

**15** Dans toute action civile où la Commission n'est pas l'une des parties, aucun membre ou aucun employé de la Commission n'est tenu de témoigner relativement à tout renseignement qu'il a obtenu dans l'exercice de ses fonctions officielles à la Commission.

### Immunité

**16** Est irrecevable toute action en dommages-intérêts ou autre action contre l'une des personnes suivantes relativement à toute omission ou chose faite ou présumée faite de bonne foi alors qu'elle agissait en vertu de l'autorité de la présente loi ou de toute autre loi ou règlement :

- a) la Commission;
- b) le président ou un ancien président;
- c) tout autre membre ou ancien membre de la Commission;
- d) tout employé ou ancien employé de la Commission;
- e) toute autre personne nommée en vertu de la présente loi;
- f) toute autre personne agissant ou qui a agi en vertu de l'autorité de la présente loi ou selon les instructions données par une personne visée par les alinéas a), b), c) ou d).

### Indemnisation

**17** Chaque membre et employé ou ancien membre ou ancien employé, ses héritiers, ses exécuteurs, doivent être indemnisés à l'égard de tous coûts, toutes charges et toutes dépenses qu'il engage relativement à une action ou autre instance intentée ou poursuite contre lui en raison de ses fonctions comme membre ou employé et à l'égard de tous autres coûts, de toutes autres charges et de toutes autres dépenses qu'il engage en raison de ses fonctions, à l'exception des coûts, charges ou dépenses résultant de sa négligence ou de sa faute délibérée.

**Official seal**

**18(1)** The Board shall have an official seal, which shall be judicially noticed.

**18(2)** The failure to affix a seal to a decision, order, regulation or ruling of the Board does not affect the validity of the decision, order, regulation or ruling.

**Office of Board**

**19** The head office of the Board shall be in The City of Saint John, but the Board may sit at such other places as it considers expedient from time to time.

2023, c.6, s.3

**Fiscal year**

**20** The fiscal year of the Board commences on April 1 in one year and ends on March 31 in the following year.

**Audit**

**21(1)** The Board shall appoint an auditor to audit the accounts and financial transactions of the Board for each fiscal year.

**21(2)** The Board shall provide the Minister with a copy of the auditor's report within 2 weeks after receiving the report from the auditor.

**Annual report**

**22(1)** The Board shall make a report annually to the Minister with respect to its activities under this and any other Act, and shall include such information as may be required by the Minister.

**22(2)** The Minister shall lay the report before the Legislative Assembly if then sitting, or if not sitting, when it next sits.

**Division B****Duties, authorities and powers of the Board****Duties and functions of Board**

**23(1)** The Board shall perform the duties and functions required or authorized to be performed by the Board, and may exercise such powers as may be conferred upon it under this or any other Act of the Legislative Assembly, including

- (a) the *Electricity Act*,

**Sceau officiel**

**18(1)** La Commission a un sceau officiel et est admis d'office.

**18(2)** L'omission d'apposer le sceau à une décision, une ordonnance, un règlement ou un arrêté de la Commission ne porte pas atteinte à sa validité.

**Bureaux de la Commission**

**19** Le bureau principal de la Commission est situé dans la cité appelée *The City of Saint John*, cependant il lui est loisible de siéger ailleurs lorsqu'elle le juge opportun.

2023, ch. 6, art. 3

**Année financière**

**20** L'année financière de la Commission débute le 1<sup>er</sup> avril d'une année pour se terminer le 31 mars de l'année suivante.

**Vérification**

**21(1)** La Commission nomme un vérificateur chargé de la vérification de ses livres comptables et de ses opérations financières pour chaque année financière.

**21(2)** La Commission fournit au ministre une copie du rapport de vérification dans les deux semaines après l'avoir reçu du vérificateur.

**Rapport annuel**

**22(1)** La Commission fait un rapport annuel au ministre relatif à ses activités prévues par la présente loi et toute autre loi. Ce rapport doit comprendre les renseignements exigés par le ministre.

**22(2)** Le ministre dépose le rapport à l'Assemblée législative si elle est en session, sinon lors de la toute prochaine session.

**Section B****Attributions de la Commission****Attributions de la Commission**

**23(1)** La Commission exerce les attributions qui lui sont conférées par la présente loi ainsi que par toute autre loi de l'Assemblée législative, notamment par les lois suivantes :

- a) la *Loi sur l'électricité*;

(a.1) the Acts referred to in the definition “financial and consumer services legislation” in section 1,

(b) the *Gas Distribution Act, 1999*,

(b.1) the *Petroleum Products Pricing Act*,

(c) the *Pipeline Act, 2005*,

(c.1) the *Mining Act*, and

(d) the *Motor Carrier Act*.

**23(2)** The Board shall perform such other duties and functions as may be required by the Lieutenant-Governor in Council to be performed by the Board, and may exercise such other powers as may be conferred on the Board by the Lieutenant-Governor in Council.

2007, c.34, s.6; 2023, c.6, s.3

#### **Minister may order investigation by Board**

**24(1)** The Minister may direct the Board to make an investigation and report to the Minister upon any matter over which the Board has jurisdiction.

**24(2)** The Minister may make an order in respect of the costs of the investigation as the Minister considers reasonable.

#### **Quorum of the Board**

**25** Three members constitute a quorum of the Board.

#### **Panels of the Board**

**26(1)** The Chairperson may, in his or her discretion, direct that a particular matter required or authorized to be heard, determined or otherwise dealt with by the Board, or any other act or thing required or authorized to be done by the Board, be heard, determined or otherwise dealt with or done by a panel of the Board.

**26(1.1)** A panel of the Board shall consist of at least three members.

**26(1.2)** The Chairperson or any member of the panel designated by the Chairperson shall act as the chairperson of the panel.

**26(2)** Repealed: 2013, c.29, s.8

a.1) les lois visées à la définition de « législation en matière de services financiers et de services aux consommateurs » figurant à l’article 1;

b) la *Loi de 1999 sur la distribution du gaz*;

b.1) la *Loi sur la fixation des prix des produits pétroliers*;

c) la *Loi de 2005 sur les pipelines*;

c.1) la *Loi sur les mines*;

d) la *Loi sur les transports routiers*.

**23(2)** La Commission exerce les attributions qui lui sont conférées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2007, ch. 34, art. 6; 2023, ch. 6, art. 3

#### **Ministre peut ordonner une enquête**

**24(1)** Le ministre peut ordonner à la Commission de s’enquérir sur tout sujet pour lequel elle a compétence et de lui en faire rapport.

**24(2)** Le ministre peut prendre un arrêté relativement aux coûts de l’enquête qu’il estime être raisonnables.

#### **Quorum de la Commission**

**25** Trois membres constituent le quorum de la Commission.

#### **Comités**

**26(1)** Le président peut, à sa discrétion, décider qu’une affaire particulière pour laquelle une audience est requise ou autorisée ou que la Commission est tenue de trancher ou de traiter ou autorisée à le faire, le soit par un comité de la Commission.

**26(1.1)** Un comité de la Commission est composé d’au moins trois membres.

**26(1.2)** Le président de la Commission ou toute personne qu’il désigne peut présider un comité.

**26(2)** Abrogé : 2013, ch. 29, art. 8

**26(3)** Any decision, determination, direction, order or ruling of, or any act or thing done by, a panel of the Board shall be a decision, determination, direction, order or ruling of, or an act or thing done by, the Board.

**26(4)** In exercising his or her discretion under subsection (1), the Chairperson shall consider

- (a) the nature of the duties and functions required or authorized to be performed by the Board,
- (b) the circumstances of the particular matter to be determined or otherwise dealt with, or thing or act to be done by the Board,
- (c) the need to act expeditiously and in a cost effective manner, and
- (d) such other factors as the Chairperson considers relevant.

2013, c.29, s.8

#### **Incapacity of member affecting quorum**

**27** Where a hearing is being conducted by 3 members and one member becomes incapacitated, retires, resigns or dies during the hearing or after the conclusion of the hearing but before a decision is given,

- (a) the Chairperson may appoint and authorize another member to replace the incapacitated, retired, resigned or deceased member for the rest of the hearing and participate in the decision, if the incapacity, retirement, resignation or death occurs during the hearing, or
- (b) if the incapacity occurs after the conclusion of the hearing but before the decision is given, the remaining members may, if unanimous, give a decision as if the incapacitated, retired, resigned or deceased member were present and participating in the decision.

2007, c.34, s.7; 2023, c.6, s.3

#### **Matters that may be dealt with by one member of the Board**

2013, c.29, s.9

**27.1(1)** Despite section 25 and subsection 26(1.1), the Chairperson may, in his or her discretion, direct that any

**26(3)** Toute décision, toute directive, toute ordonnance ou tout arrêté d'un comité de la Commission ainsi que tout geste posé ou chose faite par lui est une décision, une directive, une ordonnance ou un arrêté de la Commission ou une geste posé ou une chose faite par la Commission.

**26(4)** La décision du président dont il est question au paragraphe (1) est prise en tenant compte de ce qui suit :

- a) la nature des tâches à accomplir qui incombent à la Commission;
- b) les circonstances particulières de l'affaire à trancher;
- c) la nécessité d'agir avec célérité et par souci d'économie;
- d) tout facteur jugé pertinent par le président.

2013, ch. 29, art. 8

#### **Incapacité d'agir d'un membre - atteinte au quorum**

**27** En cas d'incapacité, de retraite, de démission ou de décès de l'un des trois membres chargés d'une audience et ce que la décision ait été rendue ou non :

- a) le président peut charger un autre membre de le remplacer jusqu'à la fin de l'audience et participer à la prise de décision;
- b) dans le cas où l'audience est terminée, les deux membres restants, s'ils sont unanimes, peuvent prononcer la décision comme si le quorum était atteint.

2007, ch. 34, art. 7; 2023, ch. 6, art. 3

#### **Affaires tranchées par un seul membre de la Commission**

2013, ch. 29, art. 9

**27.1(1)** Malgré l'article 25 et le paragraphe 26 (1.1), le président peut, à sa discrétion, décider qu'une affaire



of the following matters required or authorized to be heard, determined or otherwise dealt with by the Board, be heard, determined or otherwise dealt with by one member of the Board:

- (a) the grant of a licence under the *Motor Carrier Act* to operate or cause to be operated a public motor bus within the Province if the public motor bus is being used to carry passengers and their baggage on a chartered trip within the Province and if no objection has been filed with the Board and served on the applicant in accordance with subsection 4(3) of that Act;
- (b) the grant of a licence under the *Pipeline Act, 2005*;
- (c) the amendment, suspension, cancellation or transfer of a licence or permit under the *Pipeline Act, 2005*;
- (d) the consent for a licensee or permittee to enter into an amalgamation agreement or to amalgamate with another corporation under section 17 of the *Pipeline Act, 2005*;
- (e) the approval of the discontinuance, suspension or resumption of the normal operation of a pipeline under the *Pipeline Act, 2005*;
- (f) the grant of a permit to extend, relocate, divert or otherwise change an existing pipeline under section 24 of the *Pipeline Act, 2005*;
- (g) the issue or renewal of a certificate under the *Gas Distribution Act, 1999*, or the refusal to issue or renew a certificate under that Act;
- (g.1) the grant of a licence or an approval under the *Gas Distribution Act, 1999*;
- (g.2) the amendment or cancellation of a licence under the *Gas Distribution Act, 1999* or the amendment, cancellation, transfer or assignment of an approval under that Act;

pour laquelle une audience est requise ou autorisée ou pour laquelle la Commission est tenue de trancher ou de traiter ou autorisée à le faire, le soit par un seul membre de la Commission si elle porte sur ce qui suit :

- a) l'accord d'un permis sous le régime de la *Loi sur les transports routiers* pour exploiter ou faire exploiter dans la province, un autobus public s'il est utilisé pour le transport de passagers et de leurs bagages en voyage nolisé dans la province et si aucun avis d'opposition n'a été déposé auprès de la Commission et signifié au requérant conformément au paragraphe 4(3) de cette loi;
- b) l'accord d'une licence sous le régime de la *Loi de 2005 sur les pipelines*;
- c) la modification, la suspension, l'annulation ou le transfert d'une licence ou d'un permis sous le régime de la *Loi de 2005 sur les pipelines*;
- d) la demande du titulaire d'un permis ou d'une licence sous le régime de la *Loi de 2005 sur les pipelines* qui cherche à obtenir le consentement de la Commission à une fusion ou à une entente en vue d'une fusion avec une autre corporation comme le prévoit l'article 17 de cette Loi;
- e) l'approbation à la discontinuation d'un pipeline, à l'interruption des opérations normales d'un pipeline ou à sa remise en service sous le régime de la *Loi de 2005 sur les pipelines*;
- f) la modification d'un pipeline existant, notamment par prolongement, déplacement ou détournement prévue à l'article 24 de la *Loi de 2005 sur les pipelines*;
- g) la délivrance ou le renouvellement d'un certificat sous le régime de la *Loi de 1999 sur la distribution du gaz* ou le refus de délivrer ou de renouveler un tel certificat;
- g.1) la délivrance d'une licence ou d'une approbation à laquelle il est procédé en vertu de la *Loi de 1999 sur la distribution du gaz*;
- g.2) la modification ou l'annulation d'une licence délivrée en vertu de la *Loi de 1999 sur la distribution du gaz* ou la modification, l'annulation, le transfert ou la cession d'une approbation délivrée en vertu de cette loi;

(h) the determination as to whether an applicant for a licence, permit, approval or certificate that is authorized to be granted, issued or renewed by the Board has complied with any terms or conditions of an order or decision of the Board with respect to that licence, permit, approval or certificate;

(h.1) any agreement or written undertaking entered into to dispose of an administrative proceeding under financial and consumer services legislation;

(h.2) any matter under the *Mining Act* required or authorized to be heard or otherwise dealt with by the Board;

(i) interim scheduling of the Board's proceedings;

(j) procedural or evidentiary matters pertaining to the Board's proceedings; or

(k) any other matter prescribed by regulation.

**27.1(2)** A decision, determination, direction, approval, consent, order or ruling of the member of the Board under subsection (1) shall be a decision, determination, direction, approval, consent, order or ruling of the Board.

2013, c.29, s.9; 2016, c.41, s.25; 2023, c.6, s.3

### **Powers of Board and members**

**28(1)** The Board has all the powers, rights and privileges as are vested in The Court of King's Bench of New Brunswick in relation to the attendance, swearing and examination of witnesses, the production and inspection of records or documents, the enforcement of its orders, the entry on and inspection of property and other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction.

**28(2)** The Chairperson, Vice-Chairperson or any person designated by the Chairperson may administer oaths or affirmations, certify as to the official acts of the Board and issue summons to witness to compel the attendance

h) la question de savoir si le requérant ou le demandeur d'une licence, d'un permis, d'une approbation ou d'un certificat que la Commission est autorisée à délivrer, à accorder ou à renouveler s'est conformé aux modalités et aux conditions imposées par une ordonnance ou une décision de la Commission se rapportant à la licence, au permis, à l'approbation ou au certificat concerné;

h.1) l'entérinement d'un accord ou l'acceptation d'un engagement écrit mettant fin à une instance administrative sous le régime de la législation en matière de services financiers et de services aux consommateurs;

h.2) toute affaire prévue par la *Loi sur les mines* pour laquelle une audience est requise ou autorisée ou que la Commission est tenue de trancher ou de traiter ou autorisée à le faire;

i) la préparation du calendrier provisoire des instances de la Commission;

j) toute question d'ordre procédural ou de preuve relative aux instances;

k) toute autre affaire prescrite par règlement.

**27.1(2)** La décision, la détermination, la directive, l'approbation, le consentement, l'ordre ou l'ordonnance du membre de la Commission en application du paragraphe (1) vaut décision, détermination, directive, approbation, consentement, ordre ou ordonnance de la Commission.

2013, ch. 29, art. 9; 2016, ch. 41, art. 25; 2023, ch. 6, art. 3

### **Pouvoirs de la Commission et de ses membres**

**28(1)** La Commission est investie des pouvoirs, des droits et des privilèges de la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick quant à la présence, l'assermentation et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen de documents, l'exécution forcée de ses ordonnances, la visite et l'inspection des biens et quant aux autres questions nécessaires et idoines à l'exercice régulier de sa compétence.

**28(2)** Le président ou le vice-président ainsi que toute autre personne désignée par le président peuvent recevoir les serments et les affirmations, certifier les actes officiels de la Commission et délivrer des assignations à

of witnesses and the production of records and documents.

**28(3)** On application to The Court of King's Bench of New Brunswick by the Board or by any person acting under subsection (2), the failure or refusal of a person to attend, to take an oath, to participate in a hearing, to answer questions or to produce records or documents or any other thing in the custody, possession or control of the person, to permit entry upon and inspection of property under the possession or control of the person or to obey an order of the Board, as the case may be, makes the person liable to be committed for contempt as if in breach of an order or judgment of The Court of King's Bench of New Brunswick.

2023, c.17, s.73

### **Exercise of powers under other Acts**

**29** The Board, Chairperson and Vice-Chairperson may exercise any of the authority or powers conferred upon them under this Part under any other Act where the Board been given jurisdiction insofar as those authorities and powers are not inconsistent with those conferred under that other Act.

2023, c.6, s.3

### **Engagement of experts**

**30(1)** The Chairperson may engage the services of such professional, technical or other experts or other persons to advise it in any matter upon such terms and conditions as the Board considers appropriate.

**30(2)** The Board may order by whom the fees and expenses of the persons so engaged shall be paid.

### **Joint hearings**

**31(1)** Subject to the prior approval of and any terms or conditions specified by the Minister, the Board or any member appointed by the Chairperson may participate in joint hearings with authorities constituted under the laws of other jurisdictions if the subject matter of the hearing is one over which the Board has jurisdiction or if the hearing is held under the authority of another Act of the Province.

témoins afin de les contraindre à témoigner ou à produire des relevés et des documents.

**28(3)** Sur demande faite à la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick, par la Commission ou par toute personne agissant sous l'autorité du paragraphe 28(2), le défaut ou le refus de se présenter à une audience, ou d'être assermenté, ou de participer à l'audience, ou de répondre à des questions ou de produire des documents ou toute autre chose en sa possession, sous sa garde ou sous son contrôle, ou de refuser l'accès à des biens ou de refuser qu'on en fasse l'inspection alors qu'ils sont en sa possession ou sous son contrôle ou d'obtempérer à une ordonnance de la Commission est passible d'emprisonnement pour outrage au tribunal tout comme s'il s'agissait d'une ordonnance ou d'un jugement de la Cour du Banc du Roi.

2023, ch. 17, art. 73

### **Exercice des attributions conférées par d'autres lois**

**29** La Commission, le président et le vice-président peuvent exercer toute autorité ou tout pouvoir qui leur sont conférés par la présente partie alors qu'ils agissent dans le cadre de toute autre loi qui confère une compétence à la Commission dans la mesure où cette autorité et ce pouvoir ne sont pas incompatibles à ceux conférés par l'autre loi.

2023, ch. 6, art. 3

### **Services des experts**

**30(1)** Le président peut retenir les services d'un expert professionnel, technique ou autres ou de toute personne afin de conseiller la Commission à n'importe quel sujet et selon les modalités et les conditions que la Commission estime être appropriées.

**30(2)** La Commission peut par ordonnance décider qui devra supporter les frais et les dépenses des personnes engagées comme experts.

### **Audience mixte**

**31(1)** Sous réserve de l'approbation préalable du ministre et des modalités et des conditions qu'il fixe, la Commission ou tout membre nommé par le président peut participer à des audiences mixtes avec des organismes constitués sous le régime de lois d'autres autorités législatives si l'objet de l'audience en est un qui relève de la compétence de la Commission ou s'il s'agit d'une audience tenue en vertu d'une autre loi de la province.

**31(2)** Where the Chairperson so directs, any hearing required to be held under this Act or any other Act may be conducted as a joint hearing referred to in subsection (1).

**31(3)** Subject to any terms or conditions specified by the Minister, where a hearing required to be held under this Act or any other Act is conducted as a joint hearing, the member or members of the Board participating in the joint hearing shall, notwithstanding any other provision of this Act, be deemed to be the Board and to have all the authority, powers and immunities of the Board with respect to all things related to the application or matter being considered at the hearing.

#### **Board may act on own motion**

**32** The Board may of its own motion inquire into, hear and determine any matter or thing that under this Act or any other Act it may inquire into, hear and determine.

#### **Taking of evidence in investigation or proceeding**

**33** The Board may, in an investigation or proceeding under this or any other Act, cause the evidence of witnesses residing within or outside the Province to be taken in the manner prescribed by law for like matters in The Court of King's Bench of New Brunswick.

2023, c.17, s.73

#### **Confidentiality**

**34** Where information obtained by the Board concerning the costs of a person in relation to the operations of the person that are regulated under this or any other Act, or other information that is by its nature confidential, is obtained from such person in the course of performing the Board's duties under this or any other Act, or is made the subject of an inquiry by any party to any proceeding held under the provision of this or any other Act, such information shall not be published or revealed in such a manner as to be available for the use of any person unless in the opinion of the Board such publication or revelation is necessary in the public interest.

#### **Admissibility of evidence**

**35** The Board may receive in evidence any statement, document, record, information or thing that, in the opinion of the Board, is relevant to the matter before it, whether or not the statement, document, record, informa-

**31(2)** Lorsque le président de la Commission l'ordonne, toute audience dont la présente loi ou toute autre loi exige la tenue peut se tenir en audience mixte comme le prévoit le paragraphe (1).

**31(3)** Sous réserve des modalités et conditions spécifiées par le ministre, lorsqu'une audience dont la présente loi ou toute autre loi exige la tenue se tient en audience mixte, les membres de la Commission qui y participent sont, nonobstant toute autre disposition de la présente loi, réputés former la Commission et en avoir toutes les attributions et immunités à l'égard de tout ce qui concerne la demande ou de la question étudiée à l'audience.

#### **Sur l'initiative de la Commission**

**32** La Commission peut, de sa propre initiative, s'enquérir, entendre ou trancher une question qui relève de sa compétence.

#### **Recueil de témoignage lors d'une enquête**

**33** La Commission peut, dans le cadre d'une enquête prévue par la présente loi ou toute autre loi, faire en sorte que les témoignages de personnes résidant à l'intérieur ou l'extérieur de la province soient recueillis de la manière prescrite par la loi pour des affaires semblables devant la Cour du Banc du Roi.

2023, ch. 17, art. 73

#### **Caractère confidentiel des renseignements**

**34** Lorsque dans l'exercice de ses attributions conférées par la présente loi ou toute autre loi, la Commission obtient d'une personne des renseignements concernant les coûts supportés par elle en rapport avec ses activités réglementées en vertu de la présente loi ou de toute autre loi ou d'autres renseignements de nature confidentielle ou que ces renseignements font l'objet d'une enquête menée par toute partie à des procédures entamées en vertu des dispositions de la présente loi ou de toute autre loi, ces renseignements ne doivent pas être publiés ou révélés de façon à ce que toute personne puisse les utiliser à moins que la Commission n'estime que cette publication ou révélation est nécessaire dans l'intérêt public.

#### **Admissibilité de la preuve**

**35** La Commission peut recevoir en preuve toute déclaration, tout document, tout relevé, tout renseignement ou toute chose qui, à son avis, est utile à la résolution de la question dont elle est saisie qu'ils soient ou non admissibles devant une cour.

tion or thing is given or produced under oath or would be admissible as evidence in a court of law.

### Questions of law and fact

**36(1)** The Board has full jurisdiction to hear and determine all matters, whether of law or fact.

**36(2)** In determining a question of fact, the Board is not bound by the finding or judgment of a court in a proceeding involved in the determination of fact, but such finding or judgment is, in proceedings before the Board, *prima facie* evidence only.

**36(3)** The Board has jurisdiction to hear and determine a question of fact notwithstanding that a proceeding involving the same question of fact is pending in a court.

### Effect of finding of facts

**37** The finding or determination of the Board upon a question of fact within its jurisdiction is binding and conclusive.

### Procedure

**38** The Board may inquire into, hear or determine any application, matter or thing that under this or any other Act it may inquire into, hear or determine and in doing so, the Board

- (a) is the master of its own procedure and may give directions about process and procedure that it considers appropriate in the circumstances,
- (b) may request from anyone, and require anyone to gather, evidence or require anyone to prepare studies relevant and incidental to the matter over which it is exercising its jurisdiction, and
- (c) shall ensure procedural fairness to all affected persons.

### Orders respecting application

**39** Upon any application to it, the Board may make an order granting the whole or part only of the application, make a conditional order or grant further or other relief besides or instead of that applied for, as fully and in all respects as if the application had been for such partial, further or other relief.

### Questions de droit et de fait

**36(1)** La Commission a pleine compétence pour entendre et trancher toutes questions de droit ou de fait.

**36(2)** Lorsqu'elle est appelée à trancher une question de fait, la Commission n'est pas liée par les conclusions ou les jugements des tribunaux, lesquels sont cependant admissibles devant elle à titre de preuve *prima facie*.

**36(3)** La Commission a compétence pour entendre et trancher toute question de fait nonobstant le fait qu'une instance qui porte sur la même question de fait est pendante devant une cour.

### Effet de la conclusion de fait

**37** Une conclusion de fait à laquelle la Commission en est venue est définitive et lie tous les intéressés.

### Règles de procédure

**38** Lors d'une enquête, d'une audience ou alors lorsqu'elle se penche sur une demande ou qu'elle tranche toute question qui relève de sa compétence, la Commission doit faire ce qui suit :

- a) elle détermine sa propre procédure et peut donner des directives concernant la procédure qu'elle estime indiquée dans les circonstances;
- b) elle peut demander à quiconque et exiger de quiconque de colliger des éléments de preuve ou préparer des études pertinentes et ancillaires par rapport aux questions qui relèvent de sa compétence;
- c) elle doit faire preuve d'équité procédurale à l'égard de toutes les personnes concernées.

### Ordonnances suite à une demande

**39** Sur réception d'une demande et après avoir pris en considération la preuve recueillie à l'audience ou pendant une enquête, la Commission peut rendre une ordonnance accueillant la demande en tout ou en partie. Elle peut, par ailleurs, rendre une ordonnance conditionnelle ou accorder des mesures de redressement complémentaires ou autres en plus ou en remplacement de ce qui fait l'objet de la demande, à tous égards et de façon aussi

**Interim orders**

**40(1)** The Board may, with respect to any matter before it or on application, make an interim order where it considers it advisable to do so, and may impose such terms and conditions as it considers appropriate.

**40(2)** The Board may provide directions in the event that the interim order is different from the final order.

**40(3)** Repealed: 2013, c.7, s.158  
2007, c.34, s.8; 2013, c.7, s.158; 2023, c.6, s.3

**Ex parte orders**

**41** The Board may make an interim *ex parte* order, but it shall make no *ex parte* order for any longer time than it considers necessary to enable the matter to be determined by means of its normal procedures.

**Substantial compliance**

**42** A substantial compliance with the requirements of this Act or any other Act conferring jurisdiction, power or authority on the Board is sufficient to give effect to all the rules, decisions, orders, regulations and acts of the Board, and no rules, decisions, orders, regulations or acts of the Board shall be declared inoperative, illegal or void for any omission of a technical nature in respect of such matter or for any non-material defect.

**Board may review, rescind or vary order**

**43** The Board may reconsider any order made by it and review, rescind or vary the order if it considers it advisable to do so.

2023, c.6, s.3

**Rehearing**

**44** The Board may require a rehearing of an application before making a decision on it.

**Effective date of order or decision**

**45** Every order or decision of the Board comes into effect on the date it is made unless the order or decision states otherwise.

complète que si la demande vise à obtenir ces mesures de redressement partielles, complémentaires ou autres.

**Ordonnances provisoires**

**40(1)** La Commission peut, dans le cadre de toute affaire dont elle est saisie ou sur demande, rendre une ordonnance provisoire si elle le juge à propos et elle peut l'assortir des modalités et des conditions qu'elle estime indiquées.

**40(2)** Lorsque l'ordonnance provisoire est différente de l'ordonnance définitive, la Commission peut donner des directives.

**40(3)** Abrogé : 2013, ch. 7, art. 158  
2007, ch. 34, art. 8; 2013, ch. 7, art. 158; 2023, ch. 6, art. 3

**Ordonnances ex parte**

**41** La Commission peut rendre une ordonnance *ex parte* provisoire; toutefois, l'ordonnance *ex parte* ne peut être en vigueur plus longtemps que la Commission estime nécessaire pour pouvoir statuer sur le cas selon sa procédure normale.

**Observation substantielle**

**42** L'observation substantielle des exigences de la présente loi suffit pour donner effet à toutes les ordonnances, règles, arrêtés, décisions, ordonnances, règlements et actions de la Commission, lesquelles ne sont pas frappés d'invalidité du fait d'un vice de forme ou d'un vice non important.

**Commission peut réviser ou annuler ses ordonnances**

**43** La Commission peut réexaminer toute ordonnance qu'elle a rendue et la réviser, l'annuler ou la modifier si elle l'estime indiqué.

2023, ch. 6, art. 3

**Nouvelle audience**

**44** La Commission peut exiger une autre audience de la demande avant de rendre sa décision.

**Prise d'effet d'une ordonnance**

**45** Chaque ordonnance de la Commission prend effet à la date à laquelle elle est rendue à moins qu'une autre date ne soit indiquée dans l'ordonnance.

**Final decision**

**46(1)** A final decision of the Board shall include

- (a) any agreed facts,
- (b) the findings of fact on the evidence, and
- (c) the conclusions of law based on the findings referred to in paragraphs (a) and (b).

**46(2)** The Board shall ensure that a final decision of the Board is published by the Board within 60 days after it is made.

2007, c.34, s.9; 2023, c.6, s.3

**Security for costs**

2023, c.6, s.3

**47** The Board may require from any person such security for the costs incurred or to be incurred by the Board in respect of any matter as it considers reasonable.

**Costs**

2023, c.6, s.3

**47.1(1)** For the purposes of this section, “intervener” means the person, other than the Public Intervener, authorized by the Board in accordance with its own procedure to participate as a party to the proceeding, including an investigation or review.

**47.1(2)** The Board may, in any proceeding before it, order, subject to subsection (3), the costs of and incidental to any proceeding be paid in the amounts or proportions by or to a party to the proceeding.

**47.1(3)** The Board shall not make an order under subsection (2)

- (a) when the proceeding results from financial and consumer services legislation, and
- (b) with respect to the Public Intervener referred to in section 49.

**Décision écrite et motivée**

**46(1)** Une décision définitive de la Commission doit comprendre :

- a) les faits admis;
- b) les conclusions de fait;
- c) les conclusions de droit qui découlent des éléments mentionnés aux alinéas a) et b).

**46(2)** La Commission fait publier sa décision définitive dans un délai de soixante jours après l’avoir rendue.

2007, ch. 34, art. 9; 2023, ch. 6, art. 3

**Cautionnement**

2023, ch. 6, art. 3

**47** La Commission peut exiger de quiconque un cautionnement pour frais qu’elle estime raisonnable.

**Dépens et autres frais**

2023, ch. 6, art. 3

**47.1(1)** Dans le présent article, « intervenant » s’entend de la personne, à l’exclusion de l’intervenant public, que la Commission autorise conformément à sa propre procédure à participer à titre de partie à une instance, y compris une enquête ou un examen.

**47.1(2)** La Commission peut, dans le cadre de toute instance introduite devant elle et sous réserve du paragraphe (3), ordonner que les dépens et autres frais y afférents, y compris ceux qui sont accessoires, soient payés selon les montants ou les proportions qu’elle fixe soit par une partie à l’instance, soit à une telle partie.

**47.1(3)** La Commission ne peut rendre l’ordonnance visée au paragraphe (2) :

- a) lorsque l’instance découle de l’application de la législation en matière de services financiers et de services aux consommateurs;
- b) à l’égard de l’intervenant public visé à l’article 49.

**47.1(4)** The Board shall adopt procedures with respect to costs to be paid to an intervener under subsection (2).  
2023, c.6, s.3

#### **Notification to Minister of Justice and Consumer Affairs**

Repealed: 2007, c.34, s.10  
2007, c.34, s.10

**48** Repealed: 2007, c.34, s.11  
2007, c.34, s.11

#### **Notification to Public Intervener**

2013, c.28, s.17

**49(1)** Except when a proceeding results from the application of financial and consumer services legislation or the *Mining Act*, when a proceeding is initiated before the Board, the Board shall notify the Public Intervener.

**49(2)** On request, the Board shall forward to the Public Intervener a copy of all materials filed with the Board with respect to the proceeding.

**49(3)** With respect to those matters within the responsibility of the Public Intervener under *An Act Respecting a Public Intervener for the Energy Sector*, the Public Intervener shall be deemed to be a party to all proceedings before the Board, regardless of whether the Public Intervener has notified the Board of his or her intention to intervene.

2013, c.28, s.17; 2023, c.6, s.3

#### **Assisting the Board**

2023, c.6, s.3

**49.1(1)** For the purposes of this section, “regulator” means a regulator as defined in the *Financial and Consumer Services Commission Act*.

**49.1(2)** On application of the Board following the commencement of a proceeding resulting from the application of financial and consumer services legislation, a regulator who is not already a party to the proceedings may render assistance to the Board without becoming a party to the proceedings and the Board may receive and accept information from the regulator that it considers

**47.1(4)** La Commission est tenue d'adopter une procédure relative au paiement des dépens et autres frais en application du paragraphe (2) à un intervenant.

2023, ch. 6, art. 3

#### **Avis au ministre de la Justice et de la Consommation**

Abrogé : 2007, ch. 34, art. 10  
2007, ch. 34, art. 10

**48** Abrogé : 2007, ch. 34, art. 11  
2007, ch. 34, art. 11

#### **Avis à l'intervenant public**

2013, ch. 28, art. 17

**49(1)** La Commission avise l'intervenant public lorsqu'une instance est introduite devant elle, sauf lorsque celle-ci découle de l'application de la législation en matière de services financiers et de services aux consommateurs ou de la *Loi sur les mines* ».

**49(2)** À la demande de l'intervenant public, la Commission lui fournit copie de tous les documents pertinents quant à l'instance déposés auprès d'elle.

**49(3)** S'agissant des questions qui relèvent de sa charge selon la *Loi sur l'intervenant public dans le secteur énergétique*, l'intervenant public est réputé être une partie à toute instance tenue devant la Commission, qu'il l'ait ou non avisée de son intention d'y participer.

2013, ch. 28, art. 17; 2023, ch. 6, art. 3

#### **Assistance à la Commission**

2023, ch. 6, art. 3

**49.1(1)** Dans le présent article, « chargé de la réglementation » s'entend selon la définition que donne de ce terme la *Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*.

**49.1(2)** Sur demande de la Commission à la suite de l'introduction devant elle d'une instance découlant de l'application de la législation en matière de services financiers et de services aux consommateurs, tout chargé de la réglementation qui n'est pas déjà une partie à l'instance peut l'assister sans y devenir partie, et elle peut recevoir et accepter de lui tout renseignement qu'elle juge



relevant, whether or not the information would be admissible in a court of law.

2023, c.6, s.3

### Assessment of expenses

**50(1)** The following definitions apply in this section.

“annual expenses” means the expenses of the Board, both common and direct, incurred in a fiscal year and includes the cost of salaries, benefits and expenses of the members and employees of the Board. (*dépenses annuelles*)

“common expenses” means the expenses of the Board that are not direct expenses. (*dépenses communes*)

“direct expenses” means the expenses of the Board that are directly attributable to a specific person. (*dépenses directes*)

**50(2)** The annual expenses of the Board incurred or to be incurred by it in relation to its operations under the Acts referred to below, together with any sum needed to make up any arrears or deficiency in the assessment for the preceding year, or their collection, shall be borne respectively by the following persons with respect to those portions of the annual expenses of the Board that pertain to its operations under each Act:

- (a) transmitters under the *Electricity Act*;
- (b) gas distributors, gas marketers and licensees under the *Gas Distribution Act, 1999*;
- (c) permittees and licensees under the *Pipeline Act, 2005*;
- (d) public utilities under Part 3 of this Act;
  - (d.1) Financial and Consumer Services Commission under the *Financial and Consumer Services Commission Act*;
  - (d.2) the Minister of Natural Resources for the purposes of the *Mining Act*;

pertinent, que celui-ci soit ou non admissible en preuve devant un tribunal judiciaire.

2023, ch. 6, art. 3

### Cotisation

**50(1)** Les définitions suivantes s’appliquent au présent article.

« dépenses annuelles » S’entend notamment du coût que représente les salaires, les avantages sociaux et les dépenses des membres et des employés de la Commission. (*annual expenses*)

« dépenses communes » Dépenses de la Commission qui ne sont pas des dépenses directes. (*common expenses*)

« dépenses directes » Dépenses de la Commission qui sont directement imputables à une personne en particulier. (*direct expenses*)

**50(2)** Les dépenses annuelles de la Commission engagées ou qui doivent être engagées par elle relativement à ses activités prévues par les différentes lois mentionnées plus bas, ainsi que toute somme nécessaire pour couvrir tout arriéré ou toute insuffisance de la cotisation fixée ou perçue pour l’année précédente, sont supportées par les personnes suivantes quant aux parts des dépenses annuelles de la Commission afférentes à ses activités prévues par chacune de ces lois :

- a) les transporteurs sous le régime de la *Loi sur l’électricité*;
- b) les distributeurs de gaz, les agents de commercialisation de gaz et les titulaires de licence visés par la *Loi de 1999 sur la distribution du gaz*;
- c) les titulaires de permis et de licences sous le régime de la *Loi de 2005 sur les pipelines*;
- d) les entreprises de service public assujetties à la partie 3 de la présente loi;
  - d.1) la Commission des services financiers et des services aux consommateurs sous le régime de la *Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs*;
  - d.2) le ministre des Ressources naturelles pour l’application de la *Loi sur les mines*;

(e) any other person specified by regulation, whether under the Acts listed in paragraphs (a) to (e) or another Act prescribed by regulation.

**50(3)** The Board shall

(a) determine the amount to be assessed for its annual expenses, having regard to the amount required for the previous year, and

(b) categorize the amount to be assessed as direct expenses or common expenses.

**50(4)** The Board shall

(a) after the first day of December of the year before the commencement of the fiscal year in respect of which the expenses are determined, assess up to one-half of the amount determined under paragraph (3)(a), and

(b) after the first day of April of the fiscal year in respect of which the expenses are determined, assess the remaining amount determined under paragraph (3)(a).

**50(5)** The Board, in a manner that to it appears appropriate, shall assess each person specified under subsection (2) its direct expenses and its share of the common expenses.

**50(5.1)** If, in any fiscal year, the amount of the annual expenses of the Board exceeds the amount of annual expenses determined by the Board under paragraph (3)(a), the Board, in a manner that to it appears appropriate, may at any time during that fiscal year determine an additional assessment for one or more of the persons referred to in subsection (2) for its direct expenses and its share of the common expenses.

**50(6)** The Board shall notify each person by registered mail of the amount so assessed upon it.

**50(7)** A person shall, on receipt of a notice under subsection (6), pay the assessed amount to the Board within 30 days after the posting of the notice.

**50(8)** Where a person fails to pay the amount or any portion of the amount assessed under this section, the

e) toute autre personne visée par les règlements, que ce soit sous le régime d'une des lois mentionnées aux alinéas a) à e) ou toute autre loi visée par règlement.

**50(3)** La Commission fait ce qui suit :

a) elle fixe le montant de la cotisation au titre de ses dépenses annuelles en tenant compte du montant requis pour l'année précédente;

b) elle classe le montant pour lequel on doit fixer les cotisations comme dépenses directes ou dépenses communes.

**50(4)** La Commission fait ce qui suit :

a) après le 1<sup>er</sup> décembre de l'année qui précède le commencement de l'exercice financier pour lequel les dépenses sont déterminées, fixer la cotisation sur la moitié du montant fixé en application de l'alinéa (3)a);

b) après le 1<sup>er</sup> avril de l'exercice financier pour lequel les dépenses sont déterminées, fixer la cotisation sur le solde du montant fixé en vertu de l'alinéa (3)a).

**50(5)** La Commission fixe, de la manière qu'elle estime opportune, la cotisation de chaque personne visée par le paragraphe (2) pour la part qui lui est imputable au titre des dépenses directes et sa part de dépenses communes.

**50(5.1)** Si, au cours d'un exercice financier quelconque, le montant des dépenses annuelles excède celui que fixe la Commission en application de l'alinéa (3)a), celle-ci peut, à tout moment au cours de cet exercice et de la manière qu'elle estime opportune, fixer le montant d'une cotisation additionnelle à verser par l'une ou plusieurs des personnes visées au paragraphe (2) pour la part qui lui est imputable au titre des dépenses directes et sa part des dépenses communes.

**50(6)** La Commission donne à chaque personne un avis de cotisation par courrier recommandé.

**50(7)** Sur réception de l'avis visé au paragraphe (6), le destinataire doit verser le montant indiqué par son avis de cotisation dans un délai de 30 jours après la mise à la poste de l'avis.

**50(8)** Si le montant visé au paragraphe (6) n'est pas payé dans le délai imparti, la Commission peut rendre

Board may make an order requiring the payment and file the order with The Court of King's Bench of New Brunswick, and the order, on filing, shall have the same force and effect as an order of the Court.

2013, c.7, s.158; 2016, c.41, s.25; 2023, c.6, s.3; 2023, c.17, s.73; 2024, c.28, s.20

### Deemed expenses

Repealed: 2013, c.28, s.17

2013, c.28, s.17

**51** Repealed: 2013, c.28, s.17

2007, c.34, s.12; 2013, c.28, s.17

### Judicial review

**52(1)** Except when an order or decision is the result of the application of financial and consumer services legislation, a person aggrieved by an order or decision of the Board in a matter may make an application for judicial review of the order or decision to The Court of Appeal of New Brunswick within 30 days after the later of the making of the order or decision.

**52(2)** An application for judicial review does not stay the operation of the order or decision of the Board, unless a judge of The Court of Appeal of New Brunswick orders otherwise, but the Board itself may suspend the operation of the order or decision until the Court has rendered its decision.

2023, c.6, s.3

## PART 3 PUBLIC UTILITIES

### Definitions

**53** In this Part the following definitions apply.

“gas distribution system” means a gas distribution system as defined in the *Gas Distribution Act, 1999*. (*système de distribution de gaz*)

“interconnect” means the physical connection of the line of one railway company with the line of another railway company. (*interconnexion*)

“interswitch” means to transfer traffic from the lines of one railway company to the lines of another railway company. (*aiguillage ferroviaire*)

une ordonnance qui en exige le paiement et déposer l'ordonnance à la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick; l'ordonnance a dès lors, la même force exécutoire qu'une ordonnance rendue par cette cour.

2013, ch. 7, art. 158; 2016, ch. 41, art. 25; 2023, ch. 6, art. 3; 2023, ch. 17, art. 73; 2024, ch. 28, art. 20

### Coûts de l'intervenant public

Abrogé : 2013, ch. 28, art. 17

2013, ch. 28, art. 17

**51** Abrogé : 2013, ch. 28, art. 17

2007, ch. 34, art. 12; 2013, ch. 28, art. 17

### Révision judiciaire

**52(1)** Sauf lorsque l'ordonnance ou la décision découle de l'application de la législation en matière de services financiers et de services aux consommateurs, une personne lésée par une ordonnance ou une décision de la Commission peut faire une demande de révision judiciaire à la Cour d'Appel du Nouveau-Brunswick dans les trente jours après l'ordonnance ou la décision, celle se produisant en dernier étant celle à retenir.

**52(2)** Une requête en révision judiciaire ne suspend pas les effets de l'ordonnance ou de la décision de la Commission, à moins qu'un juge de la Cour d'Appel du Nouveau-Brunswick n'en décide autrement; toutefois la Commission peut décider d'en suspendre les effets jusqu'à ce que la Cour ait rendu sa décision.

2023, ch. 6, art. 3

## PARTIE 3 ENTREPRISES DE SERVICE PUBLIC

### Définitions

**53** Les définitions suivantes s'appliquent à la présente partie.

« aiguillage ferroviaire » Manœuvres pour aiguiller le trafic ferroviaire en le faisant passer des lignes d'une compagnie de chemin de fer aux lignes d'une autre compagnie de chemin de fer. (*interswitch*)

« droits » Droit, taux et frais demandés ou allocation donnée par une entreprise de service public pour la fourniture d'un service par une entreprise de service public. (*tolls*)

“local government” means a local government as defined in subsection 1(1) of the *Local Governance Act*. (*gouvernement local*)

“public utility” means

(a) a person who owns, operates, manages or controls any plant or equipment for the transmission, distribution, delivery or furnishing of water, or that provides such other service as may be prescribed by regulation, either directly or indirectly, to or for the public,

(b) a person who owns, operates, manages or controls any plant or equipment for the transmission, distribution, delivery or furnishing of natural gas by means of a pipeline or gas distribution system, or that provides such other service as may be prescribed by regulation, either directly or indirectly, to or for the public,

(c) when specified by regulation, any local government that owns, operates, manages or controls any plant or equipment for the transmission, distribution, delivery or furnishing of water, either directly or indirectly, to any person outside its own limits,

(d) when specified by regulation, any local government that owns, operates, manages or controls any plant or equipment for the transmission, distribution, delivery or furnishing of natural gas by means of a pipeline or gas distribution system, either directly or indirectly, to any person outside its own limits,

(e) when specified by regulation, a municipal distribution utility as defined in the *Electricity Act* that generates or distributes electricity, and

(f) a municipal distribution utility as defined in the *Electricity Act* that generates or distributes electricity if the utility's controlling interest is held by a person other than the municipality that is served by the utility. (*entreprise de service public*)

“running rights” means the ability of one railway company to run and operate its trains over and on any portion of the railway lines of another railway company. (*droits de circulation*)

“tariff” means a schedule of tolls, terms and conditions, classifications, practices or rules and regulations applicable to the provision of a service by a public util-

« droits de circulation » Droits qu'a une compagnie de chemin de fer de faire circuler et d'exploiter ses trains sur les lignes ou une partie des lignes d'une autre compagnie de chemin de fer. (*running rights*)

« entreprise de service public » Signifie

a) personne à qui appartient ou qui exploite, qui gère ou qui a le contrôle d'installations ou d'équipements pour le transport, la distribution, la livraison ou la fourniture d'eau ou qui fournit tout autre service prescrit par règlement, soit directement ou indirectement, au public ou pour le public;

b) personne à qui appartient ou qui exploite, qui gère ou qui a le contrôle d'installations ou d'équipements pour le transport, la distribution, la livraison ou la fourniture de gaz naturel par gazoduc ou par un système de distribution de gaz ou qui fournit tout autre service prescrit par règlement, soit directement ou indirectement, au public ou pour le public;

c) lorsque précisée par les règlements, tout gouvernement local à qui appartient ou qui exploite, qui gère ou qui a le contrôle d'installations ou d'équipements pour le transport, la distribution, la livraison ou la fourniture d'eau, soit directement ou indirectement, à toute personne à l'extérieur de ses limites;

d) lorsque précisée par les règlements, tout gouvernement local à qui appartient ou qui exploite, qui gère ou qui a le contrôle d'installations ou d'équipements pour le transport, la distribution, la livraison ou la fourniture de gaz naturel par gazoduc ou par un système de distribution de gaz, soit directement ou indirectement, à toute personne à l'extérieur de ses limites;

e) lorsque nommée par les règlements, une entreprise de distribution d'électricité municipale selon la définition qu'en donne la *Loi sur l'électricité* qui produit ou qui distribue de l'électricité;

f) une entreprise de distribution d'électricité municipale selon la définition qu'en donne la *Loi sur l'électricité* qui produit ou distribue de l'électricité si le bloc de contrôle dans cette entreprise est détenu par une personne autre que la municipalité desservie par l'entreprise. (*public utility*)

« gouvernement local » S'entend selon la définition que donne de ce terme le paragraphe 1(1) de la *Loi sur la gouvernance locale*. (*local government*)

ity, and includes rules respecting the calculation of tolls. (*tarif*)

“toll” includes any toll, rate, charge or allowance charged or made for the provision of a service by a public utility. (*droit*)

2007, c.34, s.13; 2011, c.56, s.9; 2013, c.29, s.10; 2017, c.20, s.64

### Supervision of public utilities and others

**54(1)** The Board has supervision of the activities of public utilities and other persons subject to this Part and has full jurisdiction to inquire into, hear and determine any matter

(a) where it appears to the Board that any person has failed to do any act, matter or thing required to be done by this Part or by any regulation, rule, order or direction made by the Board, or that any person has done or is doing any act, matter or thing contrary to or in contravention of this Part or regulation, rule, order or direction, or

(b) where it appears to the Board that the circumstances may require it, in the public interest, to make any order or give any direction, leave or approval that by law it is authorized to make or give, or concerning any matter, act or thing that by this Part or any regulation, rule, order or direction is prohibited or required to be done.

**54(2)** The Board may

(a) order and require any person to do, forthwith, or within or at any specified time and in any manner it may determine, any act, matter or thing that the person is or may be required to do under this Part or any regulation, rule, order or direction made or given under this Part, and

(b) forbid the doing or continuing of any act, matter or thing that is contrary to this Part or any regulation, rule, order or direction.

« interconnexion » Raccordement entre les lignes d’une compagnie de chemin de fer aux lignes d’une autre compagnie de chemin de fer. (*interconnect*)

« système de distribution de gaz » A le sens que lui donne la *Loi de 1999 sur la distribution du gaz*. (*gas distribution system*)

« tarif » Barème de frais, taux et droits, des modalités et conditions et des classes, y compris les règles de calcul établies pour la fourniture d’un service par une entreprise de service public. (*tariff*)

2007, ch. 34, art. 13; 2011, ch. 56, art. 9; 2013, ch. 29, art. 10; 2017, ch. 20, art. 64

### Surveillance des entreprises de service public

**54(1)** La Commission exerce une surveillance générale sur toutes les entreprises de service public ainsi que sur toutes les personnes assujetties à la présente partie et elle peut s’enquérir, entendre et trancher toute question dans les cas suivants :

a) lorsqu’il lui appert qu’une personne a omis ou fait défaut de faire quoi que ce soit exigé par la présente partie, toute règle, toute ordonnance ou toute directive faite par la Commission ou qu’une personne contrevient ou a contrevenu à la présente ou à un règlement, une règle, une ordonnance ou une directive;

b) lorsque selon elle l’intérêt public l’exige dans les circonstances, qu’elle rende une ordonnance ou qu’elle donne une directive, une autorisation ou une approbation quant à quoi que ce soit qui est interdit ou exigé par la présente partie ou un règlement, une règle, une ordonnance ou une directive.

**54(2)** La Commission peut faire ce qui suit :

a) ordonner et enjoindre à quiconque d’accomplir sans délai ou dans le délai imparti, ou à un moment précis et selon les modalités qu’elle peut fixer, tout acte qu’exigent ou que peuvent exiger la présente partie ou un règlement, une règle, une ordonnance ou une directive établie, rendue ou donnée en vertu de la présente partie;

b) interdire ou faire cesser tout acte contraire à la présente loi ou à un règlement, une règle, une ordonnance ou une directive.

**54(3)** The Board may of its own motion inquire into, hear and determine any matter that under this Part it may inquire into, hear and determine that does not expressly require an application before the Board.

2007, c.34, s.14

### **Review by Board**

**55** The Board may review the affairs, earnings and accounts of any public utility.

### **Books and records of public utility**

**56(1)** Every public utility shall

- (a) keep any books, record and accounts that afford a reasonable understanding of the conduct of its business, and
- (b) maintain depreciation, amortization and depletion accounts in accordance with generally accepted accounting principles.

**56(2)** A public utility shall not substantially change its accounting practices under subsection (1) except with the prior approval of the Board.

### **Reports to the Board**

**57(1)** Every public utility shall, within 3 months after the end of its financial year, or within such further period of time as the Board may allow, file with the Board a return in a form acceptable to the Board showing

- (a) a statement showing its rates,
- (b) its financial statements for the financial year in the form and verified in the manner directed by the Board, and
- (c) a statement setting out the name, address and duties of every officer.

**57(2)** A public utility shall notify the Board within 10 days after every change in its officers or directors.

**54(3)** La Commission peut, de sa propre initiative, s'enquérir, entendre ou trancher une question qui relève de sa compétence prévue par la présente partie et qui n'exige pas expressément que demande lui en soit faite.

2007, ch. 34, art. 14

### **Examen par la Commission**

**55** La Commission peut procéder à l'examen des affaires internes, des revenus et des comptes de toute entreprise de service public.

### **Documents comptables**

**56(1)** Toute entreprise de service public est tenue de faire ce qui suit :

- a) tenir des livres, des relevés, des registres et des comptes qui aide à avoir une assez bonne compréhension de ses activités;
- b) tenir des comptes provisionnés pour la dépréciation, l'amortissement et l'épuisement des ressources selon les principes comptables généralement reconnus.

**56(2)** Une entreprise de service public ne peut changer de façon importante ses pratiques comptables visées au paragraphe (1) sans avoir au préalable obtenu l'approbation de la Commission.

### **Rapports à la Commission**

**57(1)** Chaque entreprise de service public doit, dans les trois mois suivant la fin de son année financière ou dans le délai plus long imparti par la Commission, déposer auprès d'elle ce qui suit :

- a) une déclaration qui fait état de ses tarifs;
- b) ses états financiers pour l'année financière en la forme indiquée par la Commission et vérifiés de la manière qu'elle indique;
- c) une déclaration indiquant les nom et adresse et le titre de chacun des dirigeants.

**57(2)** Une entreprise de service public doit aviser la Commission de tout changement dans sa liste de directeurs ou de ses dirigeants.

**Filing of schedules**

**58** A public utility shall file with the Board schedules, which shall be open to public inspection, showing the tariffs that it has established for any services provided by it.

**Charges to be in accordance with filed schedule**

**59** A public utility shall not charge, demand or collect or receive a greater or lesser compensation for any service that is prescribed in the schedules than are at the time established, or demand, collect or receive any tolls not specified in such schedules.

**Change in tariff**

**60** If a public utility wishes to change any tariff, or provide for another service to the public for which there is no current tariff, it shall apply to the Board to approve the change or the provision of the service.

**Hearing to change tariff**

**61** Where the Board receives an application for a change in the tariffs of a public utility, it shall hold a hearing and proceed under section 62.

**Notice of hearing**

**62** Notice of the hearing of an application for the approval of a change in a tariff shall, unless otherwise ordered by the Board, be given by advertisement for a period of not less than 20 days, in one or more newspapers as directed by the Board or by any other means as the Board may direct.

2023, c.6, s.3

**Burden of proof**

**63** In an application regarding tariffs, the burden of proof is on the applicant.

**Approval of Board required**

**64(1)** Unless approval to do so has been obtained from the Board, no public utility shall charge or change any toll or tariff in respect of its services.

**64(2)** A public utility shall not charge, demand, collect or receive a greater or lesser compensation for its services than is prescribed in the tariff approved by the Board.

**Dépôt des indicateurs**

**58** Une entreprise de service public doit déposer auprès de la Commission des indicateurs lesquels doivent montrer les grilles tarifaires pour les services qu'elle offre. Ces indicateurs peuvent être consultés par le public.

**Prix demandés selon les indicateurs**

**59** Une entreprise de service public ne peut exiger ni percevoir pour ses services des prix ou des droits plus élevés ou des prix ou des droits moins élevés que ceux qui se trouvent aux indicateurs et qui sont en vigueur à ce moment.

**Changements au tarif**

**60** L'entreprise de service public qui désire changer ses tarifs ou établir un tarif pour un nouveau service, doit faire une demande d'approbation à la Commission quant au changement ou à la fourniture du service.

**Audience sur le changement au tarif**

**61** Lorsque la Commission reçoit une demande de changement au tarif elle doit tenir une audience et procéder selon ce qui est prévu à l'article 62.

**Avis d'audience**

**62** Sauf lorsque la Commission en décide autrement, un avis d'audience de la demande d'un changement de tarifs est donné pendant au moins vingt jours, dans un ou plusieurs journaux de la façon indiquée par la Commission ou par tout autre moyen indiqué par elle.

2023, ch. 6, art. 3

**Fardeau de la preuve**

**63** Dans une demande d'approbation de tarifs, il incombe au demandeur de prouver que les changements demandés sont justifiés.

**Approbation de la Commission requise**

**64(1)** À moins d'avoir reçu l'approbation de la Commission, une entreprise de service public ne peut exiger ou changer des droits ou des tarifs pour ses services.

**64(2)** Une entreprise de service public ne peut exiger ni percevoir pour ses services des prix plus élevés ou des prix moins élevés que ceux prévus par les tarifs approuvés par la Commission.

**Decision of Board**

**65** The Board at the conclusion of the hearing shall

- (a) approve the tariff, if it is satisfied that the tariff applied for is just and reasonable or, if not so satisfied, fix such other tariff as it finds to be just and reasonable, and
- (b) set the time at which any change in the tariff is to take effect.

**Order in the public interest**

**66** Any order of the Board made under this Part is subject to such terms and conditions as the Board considers necessary in the public interest.

**Alternative form of regulation**

2016, c.41, s.25

**67(1)** In this section, “alternative form of regulation” means a method of establishing just and reasonable tolls and tariffs by performance-based regulations, including earnings sharing, price caps, price indexing formulas, ranges of authorized rates of return and the reduction or suspension of regulatory requirements, without regard to methods based strictly upon the cost of service, rate base and rate of return.

**67(2)** In approving or fixing just and reasonable tolls and tariffs for water and electricity, the Board may adopt any method or technique that it considers appropriate, including an alternative form of regulation.

**67(3)** In approving or fixing just and reasonable tolls and tariffs for the transmission, distribution, delivery or furnishing of natural gas by means of a pipeline or gas distribution system, the Board may adopt any method or technique that it considers appropriate, including an alternative form of regulation.

2011, c.56, s.9; 2016, c.41, s.25

**Forbearance from regulation**

**68(1)** The Board may forbear, in whole or in part and conditionally or unconditionally, from the exercise of any power or the performance of any duty of its own making where the Board finds as a question of fact that

**Décision de la Commission**

**65** À la fin de l'audience, la Commission fait ce qui suit :

- a) elle approuve les tarifs si elle est convaincue qu'ils sont justes et raisonnables ou, si elle n'en est pas convaincue, elle établit les tarifs qu'elle juge justes et raisonnables;
- b) elle fixe le moment auquel tout changement entre en vigueur.

**Ordonnance - modalités et conditions**

**66** Toute ordonnance de la Commission rendue en vertu de la partie loi est assortie des modalités et des conditions qu'elle estime nécessaires à l'intérêt public.

**Autre mode de réglementation**

2016, ch. 41, art. 25

**67(1)** Dans le présent article, « autre mode de réglementation » s'entend du mode de fixation de taux et de tarifs justes et raisonnables au moyen d'une réglementation axée sur les performances, y compris le partage des recettes, les plafonds de prix, les formules d'indexation des prix, les fourchettes de taux de rendement autorisés et l'assouplissement ou la suspension des exigences réglementaires, sans égard aux modes fondés strictement sur le coût du service, la base tarifaire et le taux de rendement.

**67(2)** Lorsqu'elle approuve ou fixe des droits et des tarifs qui sont justes et raisonnables pour l'eau et l'électricité, la Commission peut adopter toute méthode ou technique qu'elle estime indiquée, y compris un autre mode de réglementation.

**67(3)** Lorsqu'elle approuve ou fixe des droits et des tarifs qui sont justes et raisonnables pour le transport, la livraison, la distribution ou la fourniture de gaz naturel par gazoduc ou par un système de distribution de gaz, la Commission peut adopter toute méthode ou toute technique qu'elle estime indiquée, y compris un autre mode de réglementation.

2011, ch. 56, art. 9; 2016, ch. 41, art. 25

**Abstention**

**68(1)** La Commission peut s'abstenir d'exercer, en tout ou en partie et, avec ou sans condition, ses pouvoirs ou ses fonctions dans les cas où elle conclut, comme



forbearance would be consistent with the purpose of this Part.

**68(2)** Where the Board finds as a question of fact that a service offered by a public utility is or will be subject to effective competition sufficient to protect customer's interests, it shall make a determination to forbear, to the extent that it considers appropriate, conditionally or unconditionally, from regulating the tolls or tariffs or other contractual provisions of that service or class of service offered by a public utility.

**68(3)** If the Board does forbear from regulation, it may later resume a greater degree of regulation if it considers that its level of forbearance is no longer warranted.

#### **Extension of service by public utility**

**69(1)** The Board may order that a public utility extend its services to an area without such services, upon such terms and conditions as the Board considers just.

**69(2)** In making an order under this section the Board shall take into consideration the reasonableness of the rate of return to the public utility upon its investment.

**69(3)** No order shall be made under subsection (1) without a hearing in respect of such matter.

#### **Duty of public utility to provide adequate service**

**70** Every public utility shall furnish reasonably adequate and safe services and facilities.

#### **Discontinuance of service by public utility**

**71(1)** Where any person supplied with a service provided by a public utility neglects or refuses to pay the amount due for the same, or for the rent of the meter or other articles, the public utility may discontinue service and stop the supply.

**71(2)** In such cases the employees of the public utility may, after 24 hours' notice, enter the premises of such person between the hours of nine o'clock in the forenoon and four o'clock in the afternoon, and separate and take away such meter, appliances or other property belonging to the public utility, and disconnect any pipes, wires or fittings or other works, whether its property or not, from the main pipes or wires of the public utility.

question de fait, que son abstention serait compatible avec les fins de la présente loi.

**68(2)** La Commission peut déterminer, comme question de fait, si un service offert par une entreprise de service public fait ou fera une concurrence efficace suffisante afin de protéger les intérêts des consommateurs et dans ce cas elle doit s'abstenir dans la mesure indiquée selon elle de réguler les droits et les tarifs, avec ou sans conditions.

**68(3)** Si la Commission s'abstient de réguler les tarifs et les droits, elle peut plus tard reprendre un degré de régulation plus élevé si elle estime que son degré d'abstention n'est plus justifié.

#### **Offre de service par une entreprise de service public**

**69(1)** La Commission peut ordonner qu'une entreprise de service public offre ses services dans une région qui n'est pas déjà desservie et selon les modalités et les conditions qu'elle estime être justes.

**69(2)** L'ordonnance rendue aux termes du présent article doit tenir compte du taux de rendement qui doit être raisonnable vu l'investissement.

**69(3)** L'ordonnance prévue au paragraphe (1) ne peut être rendue qu'après une audience.

#### **Services convenables**

**70** Chaque entreprise de service public doit offrir des services qui soient suffisamment convenables et sécuritaires.

#### **Cessation des services**

**71(1)** L'entreprise de service public peut cesser de fournir les services ou l'alimentation au client qui néglige ou refuse d'en payer le prix ou qui néglige ou refuse de payer la location du compteur ou d'un autre article.

**71(2)** En pareils cas, les employés de l'entreprise de service public peuvent, sur préavis de vingt-quatre heures, entrer dans l'établissement de cette personne entre 9 h et 16 h, enlever et emporter le compteur, les accessoires et autres biens appartenant à l'entreprise de service public, et débrancher les tuyaux, fils, montures ou autres installations, qu'ils lui appartiennent ou non, des tuyaux ou fils principaux de l'entreprise de service public.

**Existing contracts and jurisdiction of Board**

**72** The jurisdiction of the Board under this Part may be exercised by it notwithstanding any existing contract or agreement or Act of the Legislative Assembly of New Brunswick.

**Provincial railways**

**73(1)** This section applies to railways whose construction or operation is authorized by an Act of the Legislative Assembly of New Brunswick and whose tracks intersect or run into the same local government.

**73(2)** Upon application, the Board may order that the tracks of 2 railways be interconnected to permit running rights between the 2 railways and to permit the inter-switching of traffic between the railways.

**73(3)** An order made under subsection (2) may be made an order of The Court of King's Bench of New Brunswick and may be enforced as an order of that court.

2017, c.20, s.64; 2023, c.17, s.73

**Provincial and federal railways**

**74(1)** This section applies where the tracks of a railway whose construction or operation is authorized by an Act of the Legislative Assembly of New Brunswick intersects with or runs into the same local government as the tracks of a railway whose construction or operation is authorized by an Act of the Parliament of Canada.

**74(2)** The Board may act in conjunction with the Canadian Transportation Agency with respect to an application for an order to interconnect the tracks of the railways to permit running rights between the 2 railways and to permit the interswitching of traffic between the railways.

**74(3)** An application is commenced by filing with the Canadian Transportation Agency and the Board an application for an order, together with evidence of service of the application upon the railway companies affected, and on the head of the local government in which the connection is proposed to be made, if the application is not made by the local government.

**Contrats existants et compétence de la Commission**

**72** La compétence de la Commission attribuée par la présente partie peut être exercée nonobstant tout contrat existant ou toute entente ou toute loi de l'Assemblée législative.

**Chemins de fer provinciaux**

**73(1)** Le présent article s'applique aux chemins de fer dont la construction ou l'exploitation est autorisée par une loi de la province et dont les voies ferrées croisent ou traversent le territoire d'un même gouvernement local.

**73(2)** La Commission peut, sur demande, ordonner que les voies ferrées de différentes compagnies de chemins de fer soient interconnectées afin de permettre l'exercice de droits de circulation entre elles et afin de permettre l'aiguillage ferroviaire entre leurs voies ferrées.

**73(3)** Une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (2), peut être entérinée par la Cour du Banc du Roi et peut être exécutée tout comme une ordonnance de cette cour.

2017, ch. 20, art. 64; 2023, ch. 17, art. 73

**Chemins de fer provinciaux et fédéraux**

**74(1)** Le présent article s'applique aux chemins de fer dont la construction ou l'exploitation est autorisée par une loi de la province dont les voies ferrées et celles d'un chemin de fer dont la construction ou l'exploitation est autorisée par une loi du parlement du Canada se croisent ou traversent le territoire d'un même gouvernement local.

**74(2)** La Commission peut agir de concert avec l'Office des transports du Canada quant à une demande d'ordonnance enjoignant que les voies ferrées de deux chemins de fer soient interconnectées afin de permettre l'exercice des droits de circulation eux et de permettre l'aiguillage ferroviaire entre leurs voies ferrées.

**74(3)** Une demande est introduite par le dépôt, auprès de l'Office des transports du Canada et auprès de la Commission, d'une demande d'ordonnance accompagnée d'une preuve de signification aux compagnies de chemin de fer visées et si la demande n'est pas introduite par le gouvernement local, au gouvernement local pour lequel les connexions sont proposées.

**74(4)** After receiving the application, the Canadian Transportation Agency and the Board may jointly hear and determine the application, and may order the interconnection of the tracks of the railways, subject to such terms and conditions as they consider appropriate.

**74(5)** Any order made under subsection (4) may be made an order of the Federal Court of Canada or The Court of King's Bench of New Brunswick, as the case may be, and may be enforced as an order of that court.

2017, c.20, s.64; 2023, c.17, s.73

#### **Policies of Lieutenant-Governor in Council**

**75(1)** The Lieutenant-Governor in Council may by regulation establish policies to be observed by the Board in the exercise of any jurisdiction or authority conferred upon it under this Part.

**75(2)** Subsection (1) shall be deemed not to authorize any regulation directed specifically to any matter, application or decision pending before the Board.

#### **Regulations of Board**

**76(1)** The Board may make regulations

- (a) respecting the procedure to be followed before the Board in respect of any matter;
- (b) for the carrying out of the objects of this Part which, when approved by the Lieutenant-Governor in Council, shall have the force of law.

**76(2)** No regulation made by the Board is effective until it has been published in *The Royal Gazette*.

### **PART 4 GENERAL**

#### **Production of documents and information**

**77** Any person over whom the Board has jurisdiction under this or any other Act and to whom the Board makes a request for documents or information of any kind that relate to matters over which the Board has jurisdiction shall furnish the required documents or information to the Board without delay.

**74(4)** Après avoir reçu la demande, l'Office des transports du Canada et la Commission peuvent tenir une audience mixte et peuvent ensemble ordonner l'interconnexion des voies des chemins, et l'ordonnance peut être assortie des modalités et des conditions qu'elle estime opportunes.

**74(5)** Toute ordonnance rendue aux termes du paragraphe (4) peut être entérinée par la Cour du Banc du Roi et peut être exécutée tout comme une ordonnance de cette cour.

2017, ch. 20, art. 64; 2023, ch. 17, art. 73

#### **Politiques du lieutenant-gouverneur en conseil**

**75(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, établir des politiques qui doivent être observées par la Commission dans l'exercice de toute attribution qui lui est conférée par la présente partie.

**75(2)** Le paragraphe (1) est réputé ne pas autoriser un règlement qui vise spécifiquement une question, une demande ou une décision en instance devant la Commission.

#### **Pouvoirs de réglementation de la Commission**

**76(1)** La Commission peut, par voie de règlement, faire ce qui suit :

- a) fixer la procédure à suivre pour toutes les instances de la Commission;
- b) régir tout autre aspect qui permet de réaliser les objets de la présente partie, et lorsque ces règlements sont approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ils ont force de loi.

**76(2)** Un règlement de la Commission entre en vigueur lors de sa publication dans la *Gazette Royale*.

### **PARTIE 4 GÉNÉRALITÉS**

#### **Communication de documents et de renseignements**

**77** Le justiciable de la Commission aux termes de la présente loi ou de toute autre loi à qui la Commission demande des documents ou des renseignements de toute nature qui sont afférents à la compétence de la Commission doit les lui fournir sans délai.

**Copies as proof**

**78(1)** A copy of any rule, order, direction, decision or report made or given by the Board, purporting to be certified by the Chairperson or Vice-Chairperson, shall be received in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the original document without proof of the signature or appointment of the person so certifying.

**78(2)** Any document purporting to be certified by the Chairperson or Vice-Chairperson as a copy of a document or an extract of a document deposited with the Board shall be received in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the original was so deposited and that it was received or signed as it purports to be in the certified copy without proof of the signature or appointment of the person so certifying.

**Furnishing of certificates and copies to the Board**

**79** The Minister and any other minister of the government of New Brunswick, Service New Brunswick, a Crown corporation or other agency of the Province shall furnish the Board with such certificates and certified copies of documents as it may in writing require, without charge, and the Board may at any time search in the public records of Service New Brunswick without charge.

**Repealed**

**80** Repealed: 2012, c.13, s.3  
2012, c.13, s.3

**Offences and penalties**

**81(1)** A person who violates or fails to comply with an order of the Board made under Part 3 commits an offence.

**81(2)** A person who violates or fails to comply with a provision of this Act that is listed in Column I of Schedule A commits an offence.

**81(3)** For the purposes of Part II of the *Provincial Offences Procedure Act*, each offence listed in Column I of Schedule A is punishable as an offence of the category listed beside it in Column II of Schedule A.

**Copies font foi**

**78(1)** Est recevable à titre de preuve *prima facie* du document original, la copie d'une règle, d'une ordonnance, d'un ordre, d'une directive, d'une décision ou d'un rapport fait ou donné par la Commission si celle-ci est présentée comme étant une copie certifiée par le président ou vice-président de la Commission sans qu'il faille prouver la signature ou la nomination de cette personne.

**78(2)** Tout document censé être certifié par le président ou le vice-président comme copie de tout document ou de tout extrait de document déposé auprès de la Commission, est recevable à titre de preuve *prima facie* établissant que le document original a été ainsi déposé, et qu'il a été reçu ou signé comme mentionné dans la copie certifiée, sans qu'il faille prouver la signature ou la nomination de cette personne.

**Fourniture de certificats et de copies à la Commission**

**79** Le ministre et tout autre ministre du gouvernement du Nouveau-Brunswick, Service Nouveau-Brunswick, une corporation de la Couronne ou toute autre mandataire de la province doit fournir à la Commission les certificats, les copies certifiées de documents que cette dernière lui demande par écrit et ce, gratuitement; elle peut en outre, consulter les registres publics de Services Nouveau-Brunswick gratuitement.

**Abrogé**

**80** Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3  
2012, ch. 13, art. 3

**Infractions et pénalités**

**81(1)** Quiconque contrevient ou met de se conformer à une ordonnance de la Commission rendue aux termes de la partie 3 commet une infraction.

**81(2)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente loi qui figure dans la colonne I de l'annexe A commet une infraction.

**81(3)** Pour l'application de la partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*, chaque infraction figurant dans la colonne I de l'annexe A est punissable à titre d'infraction de la classe figurant en regard dans la colonne II de l'annexe A.

**Continuing offence**

**82** Where an offence under this Act continues for more than one day,

- (a) the minimum fine that may be imposed is the minimum fine set by the *Provincial Offences Procedure Act* multiplied by the number of days during which the offence continues, and
- (b) the maximum fine that may be imposed is the maximum fine set by the *Provincial Offences Procedure Act* multiplied by the number of days during which the offence continues.

**Regulations**

**83** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing a service for the purposes of the definition “public utility”;
- (b) specifying municipal distribution utilities for the purposes of the definition “public utility”;
  - (b.1) governing the nomination process for the purposes of subsection 4(4) including, without limitation, recruitment, assessment and selection processes and the qualifications and skill requirements for candidates;
- (c) governing conflict of interest of members and employees of the Board;
- (d) specifying persons who are to be assessed with respect to the annual expenses of the Board;
  - (d.1) prescribing matters for the purposes of paragraph 27.1(1)(k);
- (e) prescribing Acts for the purposes of paragraph 50(2)(e);
- (f) Repealed: 2012, c.13, s.3
- (g) establishing policies to be observed by the Board in the exercise of any jurisdiction or authority conferred upon it under Part 3;

**Infraction continue**

**82** Lorsqu’une infraction prévue à la présente loi se poursuit pendant plus d’une journée

- a) l’amende minimale qui peut être imposée est l’amende minimale prévue par la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* multipliée par le nombre de jours pendant lesquels l’infraction se poursuit;
- b) l’amende maximale qui peut être imposée est l’amende maximale prévue par la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* multipliée par le nombre de jours pendant lesquels l’infraction se poursuit.

**Pouvoirs de réglementation**

**83** Le lieutenant-gouverneur en conseil, peut par voie de règlement faire ce qui suit :

- a) prescrire un service pour les fins de la définition de l’expression « entreprise de service public »;
- b) spécifier les entreprises de distribution d’électricité municipale pour les fins de la définition de l’expression « entreprise de service public »;
  - b.1) régir le processus de proposition de candidats pour les fins du paragraphe 4(4) notamment en traitant du recrutement, de l’évaluation et du processus de sélection ainsi que des aptitudes et des qualités exigées des candidats;
- c) régir les questions de conflit d’intérêts des membres et des employés de la Commission;
- d) indiquer qui sont les personnes assujetties à une cotisation pour les dépenses annuelles de la Commission;
  - d.1) prescrire quelles sont les autres affaires qui peuvent être traitées en application de l’alinéa 27.1(1)k);
- e) prescrire quelles sont les lois assujetties à l’opération de l’alinéa 50(2)e);
- f) Abrogé : 2012, ch. 13, art. 3
- g) établir les directives que la Commission doit observer dans l’exercice de ses attributions conférées par la partie 3;

(h) prescribing the amount of money to be paid to a witness for travel and attendance before a hearing of the Board;

(i) respecting costs that may be awarded by the Board, and by whom and to whom costs are to be paid and by whom they are to be assessed;

(j) defining words used, but not defined, in this Act.  
2012, c.13, s.3; 2013, c.29, s.11

h) prescrire les sommes à verser aux témoins au titre des déplacements et comme provisions de présence relatives à une audience de la Commission;

i) prescrire les règles d'allocation des frais et d'attribution des dépens que la Commission peut accorder et en faveur de qui ils sont accordés et qui doit les supporter et qui doit les taxer;

j) définir les expressions utilisées, mais non définies dans la présente loi.  
2012, ch. 13, art. 3; 2013, ch. 29, art. 11

## PART 5

### TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REPEAL AND COMMENCEMENT

#### TRANSITIONAL PROVISIONS

##### References to Board of Commissioners of Public Utilities

**84** Where in any Act, other than this Act, or in any rule, order, regulation, by-law, agreement or other instrument or document, reference is made to the Board of Commissioners of Public Utilities, it shall be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the New Brunswick Energy and Utilities Board, and any reference to the Chairman shall be read as a reference to the Chairperson.

##### Appointments revoked

Repealed: 2007, c.34, s.15  
2007, c.34, s.15

**85** Repealed: 2007, c.34, s.16  
2007, c.34, s.16

##### Transfer of property and obligations

**86** All rights and property of the Board of Commissioners of Public Utilities and all obligations of the Board of Commissioners of Public Utilities are transferred to the New Brunswick Energy and Utilities Board.

##### Legal proceedings

**87** Any action, suit or other legal proceeding to which the Board of Commissioners of Public Utilities is a party pending in any court immediately before the commencement of this section may be continued by or against the New Brunswick Energy and Utilities Board in like man-

## PARTIE 5

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

##### Renvois à la Commission des entreprises de service public

**84** Lorsque dans une loi, autre que la présente loi, une règle, une ordonnance, un arrêté, un règlement administratif, une entente ou tout autre instrument ou document, renvoi à la Commission des entreprises de services public est fait, ce renvoi vaut à moins que le contexte n'indique autrement, renvoi à la Commission des services publics du Nouveau-Brunswick.

##### Révocation des membres

Abrogé : 2007, ch. 34, art. 15  
2007, ch. 34, art. 15

**85** Abrogé : 2007, ch. 34, art. 16  
2007, ch. 34, art. 16

##### Transfert des biens et des obligations

**86** Tous les droits et les biens appartenant à la Commission des entreprises de service public ainsi que ses obligations sont transférées à la Commission de l'énergie et des services publics.

##### Recours judiciaire

**87** Toute action, toute poursuite ou toute autre instance dans laquelle la Commission des entreprises de service public est partie et qui immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article est devant les tribunaux peut être poursuivie par la Commission de l'énergie et des

ner and to the same extent as it could have been continued by or against the Board of Commissioners of Public Utilities.

### Employees continued

**88** Every person who was an employee of the Board of Commissioners of Public Utilities immediately before the commencement of this section shall occupy the same position under the authority of the New Brunswick Energy and Utilities Board.

### Proceedings

**89(1)** Subject to this section, proceedings relating to any matter before the Board of Commissioners of Public Utilities on the commencement of this section, including any matter that is in the course of being heard or investigated by the Board of Commissioners of Public Utilities shall be continued by the New Brunswick Energy and Utilities Board.

**89(2)** The Lieutenant-Governor in Council may direct that proceedings in respect of which no decision has been made shall be

- (a) discontinued, or
- (b) continued by the New Brunswick Energy and Utilities Board,

on the terms and conditions specified in the order for the protection and preservation of the rights and interests of the parties and of the general public.

**89(3)** Where in any proceeding continued under this section any evidence was heard by a member of the Board of Commissioners of Public Utilities, that person may, on the request of the Chairperson of the New Brunswick Energy and Utilities Board, continue to hear the matter and that person is deemed to be a member of the New Brunswick Energy and Utilities Board for the specific purpose of the expeditious completion of the proceedings, after which time that member shall cease to hold office.

**89(4)** A person referred to in subsection (3) who is deemed to be a member of the New Brunswick Energy and Utilities Board under that subsection shall be paid in a manner that is consistent with the remuneration the person was receiving immediately before the commence-

services publics tout comme s'il s'agissait de la Commission des services publics.

### Employés restent en poste

**88** Chaque personne employée par la Commission des entreprises de service public immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article reste en poste auprès de la Commission de l'énergie et des services publics.

### Instances en cours

**89(1)** Sous réserve des dispositions du présent article, toutes les instances en cours devant la Commission des entreprises de service public lors de l'entrée en vigueur du présent article, notamment les audiences et les enquêtes sont poursuivies par la Commission de l'énergie et des services publics.

**89(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner l'une ou l'autre des choses suivantes par rapport aux instances pour lesquelles une décision n'a pas encore été rendue :

- a) l'arrêt de l'instance;
- b) la poursuite de l'instance par la Commission de l'énergie et des services publics.

L'une ou l'autre des ordonnances peut indiquer les modalités et les conditions qui visent à la protection et la sauvegarde des droits et des intérêts des parties et ceux du public.

**89(3)** Lorsqu'il y a eu arrêt de l'instance comme le prévoit le présent article, le membre de la Commission des entreprises de service public qui était présent lorsque des éléments de preuve ont été produits peut, à la demande du président de la Commission de l'énergie et des services publics continuer à siéger pour cette instance et elle est réputée être membre de la Commission de l'énergie et des services publics précisément dans le but d'assurer le traitement et la résolution de l'instance d'une manière diligente.

**89(4)** La personne qui est réputée être membre de la Commission de l'énergie et des services publics comme le prévoit le paragraphe (3) reçoit une rémunération qui concorde avec celle qu'elle recevait immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil en décide autrement.

ment of this section, unless the Lieutenant-Governor in Council orders otherwise.

**89(5)** Notwithstanding any provision of the *Electricity Act*, the Board of Commissioners of Public Utilities shall not commence any hearings under section 123 of the *Electricity Act*, effective as of the date that this provision was introduced as part of a bill in the Legislative Assembly of New Brunswick.

**89(6)** Hearings referred to in subsection (5) may only be commenced by the New Brunswick Energy and Utilities Board after the commencement of section 3.

#### **Decisions, orders, etc.**

**90** Every decision, order, licence, permit, rule, regulation and direction made or issued by the Board of Commissioners of Public Utilities that was in force immediately before the commencement of this section continues in force as if it were a decision, order, licence, permit, rule, regulation or direction made or issued by the New Brunswick Energy and Utilities Board.

#### **Recovery of start-up costs – Pipeline Act, 2005**

**91** For the purposes of the *Pipeline Act, 2005*, the New Brunswick Energy and Utilities Board may recover its start-up costs, as that term was defined in that Act immediately before the commencement of this section, by assessment of permittees and licensees under that Act over the period it shall determine, and shall remit them to the Minister of Finance and Treasury Board.

2019, c.29, s.51

#### **Recovery of Attorney General costs - transition**

**92** Notwithstanding section subsection 96(31), section 137 of the *Electricity Act* continues to apply with respect to the costs of the Attorney General until any hearing in respect of which the Attorney General is making or has made representations to the Board before the commencement of this section is finally concluded.

### **CONSEQUENTIAL AMENDMENTS**

#### *Clean Environment Act*

**93** *Paragraph 15.2(1)(e) of the Clean Environment Act, chapter C-6 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out “from the provisions of the*

*89(5)* Nonobstant toute disposition de la *Loi sur l'électricité*, aucune audience aux termes de l'article 123 de cette même loi ne peut être entreprise par la Commission des entreprises de service public à partir de la date à laquelle la présente disposition est introduite pour la première fois dans un projet de loi déposé à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

*89(6)* Les audiences visées au paragraphe (5) peuvent être entreprises par la Commission de l'énergie et des services publics après l'entrée en vigueur de l'article 3.

#### **Décisions, ordonnances et autres**

**90** Toute décision, toute ordonnance, toute licence, tout permis, toute règle, tout règlement et toute directive de la Commission des entreprises de service public demeurent en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article demeurent en vigueur tout comme s'ils émanaient de la Commission de l'énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick.

#### **Recouvrement de frais - Loi de 2005 sur les pipelines**

**91** La Commission peut pour les fins de la *Loi de 2005 sur les pipelines*, recouvrer ses frais de démarrage selon la définition qu'en donne cette loi immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article, en fixant la cotisation des titulaires de permis et de licences délivrés en vertu de cette loi pour la période déterminée par la Commission et elle les remet au ministre des Finances et du Conseil du Trésor.

2019, ch. 29, art. 51

#### **Recouvrement des frais du Procureur général - disposition transitoire**

**92** Nonobstant le paragraphe 96(31), l'article 137 de la *Loi sur l'électricité* continue de s'appliquer quant aux frais du Procureur général jusqu'à ce qu'à la fin de toute audience à laquelle il participe ou a participé avant l'entrée en vigueur du présent article.

### **MODIFICATIONS CORRÉLATIVES**

#### *Loi sur l'assainissement de l'environnement*

**93** *L'alinéa 15.2(1)(e) de la Loi sur l'assainissement de l'environnement, chapitre C-6 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression de « des dispositions de la Loi sur les entreprises de service public » et*



**Public Utilities Act” and substituting** “from the provisions of Part 3 of the *Energy and Utilities Board Act*”.

**son remplacement par** « des dispositions de la partie 3 de la *Loi sur la Commission de l'énergie et des services publics* ».

**Companies Act**

**94 Subsection 57(2) of the Companies Act, chapter C-13 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out “the Board of Commissioners of Public Utilities” and substituting** “the Executive Director of the New Brunswick Securities Commission”.

**Loi sur les compagnies**

**94 Le paragraphe 57(2) de la Loi sur les compagnies, chapitre C-13 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression de « Commission des entreprises de service public » et son remplacement par** « le directeur général de la Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick ».

**Consumer Advocate for Insurance Act**

**95(1) Subsection 7(3) of the Consumer Advocate for Insurance Act, chapter C-17.5 of the Acts of New Brunswick, 2004, is repealed.**

**Loi sur le défenseur du consommateur en matière d'assurances**

**95(1) Le paragraphe 7(3) de la Loi sur le défenseur du consommateur en matière d'assurances, chapitre C-17.5 des Lois du Nouveau-Brunswick de 2004, est abrogé.**

**95(2) Subsection 11(2) of the Act is amended by striking out “or any costs incurred by the appearance of the Consumer Advocate under subsection 7(3) before the Board of Commissioners of Public Utilities”.**

**95(2) Le paragraphe 11(2) de la Loi est modifié par la suppression de « ou devant la Commission des entreprises de service public en application du paragraphe 7(3) ».**

**Electricity Act**

**96(1) Section 1 of the Electricity Act, chapter E-4.6 of the Acts of New Brunswick, 2003, is amended**

**Loi sur l'électricité**

**96(1) L'article 1 de la Loi sur l'électricité, chapitre E-4.6 des Lois du Nouveau-Brunswick de 2003 est modifié**

**(a) by repealing the definition “Board” and substituting the following:**

**a) par l'abrogation de la définition « Commission » et son remplacement par ce qui suit :**

“Board” means the New Brunswick Energy and Utilities Board as continued under the *Energy and Utilities Board Act*; (*Commission*)

« Commission » désigne la Commission de l'énergie et des services publics telle que prorogée par la *Loi sur la Commission de l'énergie et des services publics*; (*Board*)

**(b) by repealing the definition “common expenses”;**

**b) par l'abrogation de la définition « dépenses communes »;**

**(c) by repealing the definition “direct expenses”;**

**c) par l'abrogation de la définition « dépenses directes »;**

**(d) by repealing the definition “electronic hearing”;**

**d) par l'abrogation de la définition « audience électronique »;**

**(e) by repealing the definition “hearing” and substituting the following:**

**e) par l'abrogation de la définition « audience » et son remplacement par ce qui suit :**

“hearing” means a public hearing; (*audience*)

« audience » désigne une audience publique; (*hearing*)

(f) *by repealing the definition “oral hearing”;*

*f) par l'abrogation de la définition « audience orale »;*

(g) *by repealing the definition “written hearing”.*

*g) par l'abrogation de la définition « audience écrite ».*

**96(2)** *The heading preceding section 106 is repealed and the following is substituted:*

**96(2)** *La rubrique qui précède l'article 106 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :*

**Judicial review**

**Révision judiciaire**

**96(3)** *Section 106 of the Act is repealed and the following is substituted:*

**96(3)** *L'article 106 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :*

**106(1)** If the Lieutenant-Governor in Council does not modify or reverse an order or decision of the Board under section 105 within 30 days after the filing of the order or decision with the Clerk of the Executive Council, a person aggrieved by an order or decision of the Board may make an application to The Court of Appeal of New Brunswick for judicial review of the order or decision, except that any application for judicial review shall be made within 60 days after the filing of the order of decision with the Clerk of the Executive Council.

**106(1)** Si le lieutenant-gouverneur en conseil ne modifie pas ou ne renverse pas l'ordonnance ou la décision de la Commission comme il lui est loisible de le faire selon l'article 105, une personne lésée par l'ordonnance ou la décision de la Commission peut faire une requête en révision judiciaire de l'ordonnance ou de la décision à la Cour d'Appel du Nouveau-Brunswick. Toutefois, la requête en révision doit être faite dans un délai de 60 jours après le dépôt de l'ordonnance ou de la décision auprès du greffier du Conseil exécutif.

**106(2)** An application for judicial review does not stay the operation of the order or decision of the Board, unless a judge of The Court of Appeal of New Brunswick orders otherwise, but the Board itself may suspend the operation of the order or decision until the Court has rendered its decision.

**106(2)** La requête en révision judiciaire ne suspend pas les effets de l'ordonnance ou de la décision de la Commission, à moins qu'un juge de la Cour d'Appel du Nouveau-Brunswick n'en décide autrement; toutefois, la Commission elle-même peut en suspendre les effets jusqu'à la décision.

**96(4)** *The heading preceding section 115 is repealed and the following is substituted:*

**96(4)** *La rubrique qui précède l'article 115 est abrogée et remplacée par ce qui suit :*

**Judicial review**

**Révision judiciaire**

**96(5)** *Section 115 is repealed and the following is substituted:*

**96(5)** *L'article 115 est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

**115(1)** A person aggrieved by an order or decision of the Board under section 111 or 114 may make an application for judicial review of the order or decision to The Court of Appeal of New Brunswick within 30 days after the later of the making of the order or decision.

**115(1)** La personne lésée par une ordonnance ou une décision de la Commission rendue aux termes de l'article 111 ou 114 peut faire une requête demandant la révision judiciaire de l'ordonnance ou de la décision à la Cour d'Appel du Nouveau-Brunswick. Toutefois, la requête en révision doit être faite dans un délai de 60 jours après le dépôt de l'ordonnance ou de la décision auprès du greffier du Conseil exécutif celle se produisant en dernier étant celle à retenir.

**115(2)** An application for judicial review does not stay the operation of the order or decision of the Board, unless a judge of The Court of Appeal of New Brunswick orders otherwise, but the Board itself may suspend the operation of the order or decision until the Court has rendered its decision.

**96(6)** *The heading preceding section 116 of the Act is repealed.*

**96(7)** *Section 116 of the Act is repealed.*

**96(8)** *The heading preceding section 117 of the Act is repealed.*

**96(9)** *Section 117 of the Act is repealed.*

**96(10)** *The heading preceding section 121 of the Act is repealed.*

**96(11)** *Section 121 of the Act is repealed.*

**96(12)** *The heading preceding section 122 of the Act is repealed.*

**96(13)** *Section 122 of the Act is repealed.*

**96(14)** *The heading preceding section 124 of the Act is repealed.*

**96(15)** *Section 124 of the Act is repealed.*

**96(16)** *The heading preceding section 126 of the Act is repealed.*

**96(17)** *Section 126 of the Act is repealed.*

**96(18)** *Section 128 of the Act is amended*

*(a) by repealing subsection (2);*

*(b) by repealing subsection (3).*

**96(19)** *Section 131 of the Act is repealed and the following is substituted:*

**131** Subject to sections 103 and 105, every order or decision of the Board comes into effect on the date it is made unless the order or decision states otherwise.

**96(20)** *The heading preceding section 132 of the Act is repealed.*

**115(2)** La requête en révision judiciaire ne suspend pas les effets de l'ordonnance ou de la décision de la Commission, à moins qu'un juge de la Cour d'Appel du Nouveau-Brunswick n'en décide autrement; toutefois, la Commission elle-même peut en suspendre les effets jusqu'à la décision.

**96(6)** *La rubrique qui précède l'article 116 de la Loi est abrogée.*

**96(7)** *L'article 116 de la Loi est abrogé.*

**96(8)** *La rubrique qui précède l'article 117 de la Loi est abrogée.*

**96(9)** *L'article 117 de la Loi est abrogé.*

**96(10)** *La rubrique qui précède l'article 121 de la Loi est abrogée.*

**96(11)** *L'article 121 de la Loi est abrogé.*

**96(12)** *La rubrique qui précède l'article 122 de la Loi est abrogée.*

**96(13)** *L'article 122 de la Loi est abrogé.*

**96(14)** *La rubrique qui précède l'article 124 de la Loi est abrogée.*

**96(15)** *L'article 124 de la Loi est abrogé.*

**96(16)** *La rubrique qui précède l'article 126 de la Loi est abrogée.*

**96(17)** *L'article 126 de la Loi est abrogé.*

**96(18)** *L'article 128 de la Loi est modifié*

*a) par l'abrogation du paragraphe (2);*

*b) par l'abrogation du paragraphe (3).*

**96(19)** *L'article 131 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :*

**131** Sous réserve de l'article 103 et 105 chaque ordonnance de la Commission prend effet à la date à laquelle elle est rendue à moins qu'une autre date ne soit indiquée dans l'ordonnance.

**96(20)** *La rubrique qui précède l'article 132 de la Loi est abrogée.*

- |   |  |
|---|--|
| <p><b>96(21)</b> <i>Section 132 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(22)</b> <i>The heading preceding section 133 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(23)</b> <i>Section 133 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(24)</b> <i>The heading preceding section 134 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(25)</b> <i>Section 134 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(26)</b> <i>The heading preceding section 135 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(27)</b> <i>Section 135 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(28)</b> <i>The heading preceding section 136 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(29)</b> <i>Section 136 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(30)</b> <i>The heading preceding section 137 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(31)</b> <i>Section 137 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(32)</b> <i>The heading preceding section 138 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(33)</b> <i>Section 138 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(34)</b> <i>The heading preceding section 141 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(35)</b> <i>Section 141 of the Act is repealed.</i></p> <p><b>96(36)</b> <i>Section 146 of the Act is amended</i></p> <p style="padding-left: 20px;"><i>(a) by renumbering the section as subsection 146(1);</i></p> <p style="padding-left: 20px;"><i>(b) by adding after subsection (1) the following:</i></p> <p><b>146(2)</b> <i>A person who violates or fails to comply with an order of the Board commits an offence that is punishable as a category F offence under Part II of the <i>Provincial Offences Procedure Act</i>.</i></p> | <p><b>96(21)</b> <i>L'article 132 de la Loi est abrogé.</i></p> <p><b>96(22)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 133 de la Loi est abrogée.</i></p> <p><b>96(23)</b> <i>L'article 133 de la Loi est abrogé.</i></p> <p><b>96(24)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 134 de la Loi est abrogée.</i></p> <p><b>96(25)</b> <i>L'article 134 de la Loi est abrogé.</i></p> <p><b>96(26)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 135 de la Loi est abrogée.</i></p> <p><b>96(27)</b> <i>L'article 135 de la Loi est abrogé.</i></p> <p><b>96(28)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 136 de la Loi est abrogée.</i></p> <p><b>96(29)</b> <i>L'article 136 de la Loi est abrogé.</i></p> <p><b>96(30)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 137 de la Loi est abrogée.</i></p> <p><b>96(31)</b> <i>L'article 137 de la Loi est abrogé.</i></p> <p><b>96(32)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 138 de la Loi est abrogée.</i></p> <p><b>96(33)</b> <i>L'article 138 de la Loi est abrogé.</i></p> <p><b>96(34)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 141 de la Loi est abrogée.</i></p> <p><b>96(35)</b> <i>L'article 141 de la Loi est abrogé.</i></p> <p><b>96(36)</b> <i>L'article 146 de la Loi est modifié</i></p> <p style="padding-left: 20px;"><i>a) par la renumérotation de l'article qui devient le paragraphe 146(1) :</i></p> <p style="padding-left: 20px;"><i>b) par l'adjonction après le paragraphe (1) de ce qui suit :</i></p> <p><b>146(2)</b> <i>Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une ordonnance commet une infraction punissable à titre d'infraction de la classe F en vertu de la partie II de la <i>Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales</i>.</i></p> |
|---|--|

**96(37)** Paragraph 175(1)(b) of the Act is amended by repealing paragraph (b) of the definition “public utility”.

**Edmundston Act, 1998**

**97** Subsection 20(3) of the Edmundston Act, 1998, chapter E-1.111 of the Acts of New Brunswick, 1998, is amended by striking out “the Public Utilities Act” and substituting “Part 3 of the Energy and Utilities Board Act”.

**Gas Distribution Act, 1999**

**98(1)** Section 1 of the Gas Distribution Act, 1999, chapter G-2.11 of the Acts of New Brunswick, 1999, is amended

(a) by repealing the definition “Board” and substituting the following:

“Board” means the Energy and Utilities Board continued under the *Energy and Utilities Board Act*; (*Commission*)

(b) by repealing the definition “electronic hearing”;

(c) by repealing the definition “oral hearing”;

(d) by repealing the definition “start up costs”;

(e) by repealing the definition “written hearing”.

**98(2)** Subsection 14(1) of the Act is amended by striking out “Public Utilities Act” and substituting “Part 3 of the Energy and Utilities Board Act”.

**98(3)** Section 70 of the Act is repealed.

**98(4)** Subsection 71(3) of the Act is repealed.

**98(5)** Section 72 of the Act is repealed.

**98(6)** Section 73 of the Act is repealed.

**98(7)** Section 74 of the Act is repealed.

**98(8)** Section 75 of the Act is repealed.

**96(37)** L’alinéa 175(1)b) de la Loi est modifié par l’abrogation de l’alinéa b) de la définition « entreprise de service public ».

**Loi de 1998 sur Edmundston**

**97** Le paragraphe 20(3) de Loi de 1998 sur Edmundston, chapitre E-1.111 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1998, est modifié par la suppression de « Loi sur les entreprises de service public » et son remplacement par « la partie 3 de la Loi sur l’énergie et les entreprises de service public ».

**Loi de 1999 sur la distribution du gaz**

**98(1)** L’article 1 de la Loi sur la distribution du gaz, chapitre G-2.11 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1999, est modifié

a) par l’abrogation de la définition « Commission » et son remplacement par ce qui suit :

« Commission » désigne la Commission de l’énergie et des services publics prorogée par la *Loi sur la Commission de l’énergie et des services publics*; (*Board*)

b) par l’abrogation de la définition « audience électronique »;

c) par l’abrogation de la définition « audience orale »;

d) par l’abrogation de la définition « frais de démarrage »;

e) par l’abrogation de la définition « audience écrite ».

**98(2)** Le paragraphe 14(1) de la Loi est modifiée par la suppression de « la Loi sur les entreprises de service public » et son remplacement par « la partie 3 de la Loi sur l’énergie et les entreprises de service public ».

**98(3)** L’article 70 de la Loi est abrogé.

**98(4)** Le paragraphe 71(3) de la Loi est abrogé.

**98(5)** L’article 72 de la Loi est abrogé.

**98(6)** L’article 73 de la Loi est abrogé.

**98(7)** L’article 74 de la Loi est abrogé.

**98(8)** L’article 75 de la Loi est abrogé.

- 98(9) *Section 76 of the Act is repealed.*
- 98(10) *Section 77 of the Act is repealed.*
- 98(11) *Section 78 of the Act is repealed.*
- 98(12) *Section 79 of the Act is repealed.*
- 98(13) *Section 80 of the Act is repealed.*
- 98(14) *Section 81 of the Act is repealed.*
- 98(15) *Section 82 of the Act is repealed.*
- 98(16) *Section 83 of the Act is repealed.*
- 98(17) *Section 84 of the Act is repealed.*
- 98(18) *Section 86 of the Act is repealed.*
- 98(19) *Section 87 of the Act is repealed.*
- 98(20) *Section 88 of the Act is repealed.*
- 98(21) *Section 89 of the Act is repealed.*
- 98(22) *Section 94 of the Act is repealed.*
- 98(23) *Schedule A of the Act is amended by striking out the following:*

42(2). . . . .G

*Motor Carrier Act*

99(1) *Section 1 of the Motor Carrier Act, chapter M-16 of the Revised Statutes, 1973, is amended*

(a) *by repealing the definition "Board" and substituting the following:*

"Board" means the New Brunswick Energy and Utilities Board continued under the *Energy and Utilities Board Act*; (Commission)

(b) *by repealing the definition "Secretary".*

99(2) *Section 2 of the Act is amended*

(a) *by repealing subsection (3) and substituting the following:*

- 98(9) *L'article 76 de la Loi est abrogé.*
- 98(10) *L'article 77 de la Loi est abrogé.*
- 98(11) *L'article 78 de la Loi est abrogé.*
- 98(12) *L'article 79 de la Loi est abrogé.*
- 98(13) *L'article 80 de la Loi est abrogé.*
- 98(14) *L'article 81 de la Loi est abrogé.*
- 98(15) *L'article 82 de la Loi est abrogé.*
- 98(16) *L'article 83 de la Loi est abrogé.*
- 98(17) *L'article 84 de la Loi est abrogé.*
- 98(18) *L'article 86 de la Loi est abrogé.*
- 98(19) *L'article 87 de la Loi est abrogé.*
- 98(20) *L'article 88 de la Loi est abrogé.*
- 98(21) *L'article 89 de la Loi est abrogé.*
- 98(22) *L'article 94 de la Loi est abrogé.*
- 98(23) *L'annexe A de la Loi est modifiée par la suppression de ce qui suit :*

42(2). . . . .G

*Loi sur les transports routiers*

99(1) *L'article 1 de la Loi sur les transports routiers, chapitre M-16 des Lois révisées de 1973 est modifié*

a) *par l'abrogation de la définition « Commission » et son remplacement par ce qui suit :*

« Commission » désigne la Commission de l'énergie et des services publics prorogée par la *Loi sur la Commission de l'énergie et des services publics*; (Board)

b) *par l'abrogation de la définition « secrétaire ».*

99(2) *L'article 2 de la Loi est modifié*

a) *par l'abrogation du paragraphe (3) et son remplacement par ce qui suit :*

2(3) Between meetings of the Board, the Chairperson of the Board, or in the absence of the Chairperson or the inability of the Chairperson to act, the Vice-Chairperson, may do any of the things that the Board is authorized to do under this Act, but an order or decision of the Chairperson or Vice-Chairperson made under this subsection shall be effective only until the next ensuing meeting of the Board, except as provided in section 4.1.

*(b) in subsection (4.1) of the English version by striking out “Chairman” and substituting “Chairperson”;*

*(c) in subsection (4.2) of the English version by striking out “Chairman” and substituting “Chairperson”;*

*(d) in subsection (5) of the English version by striking out “Chairman” and substituting “Chairperson”;*

*(e) in subsection (8) by striking out “the Board of Commissioners of Public Utilities” and substituting “the New Brunswick Energy and Utilities Board”.*

99(3) *Section 22 of the Act is amended by striking out “under the Public Utilities Act” and substituting “under Part 3 of the Energy and Utilities Board Act”.*

#### *Municipalities Act*

100 *Subsection 189(19) of the Municipalities Act, chapter M-22 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out “Public Utilities Board” and substituting “New Brunswick Energy and Utilities Board”.*

#### *Pipeline Act, 2005*

101(1) *Section 1 of the Pipeline Act, 2005, chapter P-8.5 of the Acts of New Brunswick, 2005, is amended*

*(a) by repealing the definition “Board” and substituting the following:*

“Board” means the New Brunswick Energy and Utilities Board as continued under the *Energy and Utilities Board Act*. (*Commission*)

2(3) Dans l'intervalle des réunions de la Commission, le président, ou s'il est absent ou dans l'incapacité d'agir, le vice-président, peut faire tout ce que la Commission est autorisée à faire en application de la présente loi, mais sous réserve de l'article 4.1, aucune ordonnance ou décision prise par le président ou le secrétaire en application du présent paragraphe ne prend effet avant la réunion suivante de la Commission.

*b) au paragraphe (4.1), de la version anglaise par la suppression de « Chairman » et son remplacement par « Chairperson »;*

*c) au paragraphe (4.2), de la version anglaise par la suppression de « Chairman » et son remplacement par « Chairperson »;*

*d) au paragraphe (5), de la version anglaise par la suppression de « Chairman » et son remplacement par « Chairperson »;*

*e) au paragraphe (8), par la suppression de « Commission des services d'utilité publique » et son remplacement par « Commission de l'énergie et des services publics ».*

99(3) *L'article 22 de la Loi est modifié par la suppression de « service d'utilité publique aux termes de la Loi sur les entreprises de service public » et son remplacement par « une entreprise de service public assujettie à la partie 3 de la Loi sur la Commission de l'énergie et des services publics ».*

#### *Loi sur les municipalités*

100 *Le paragraphe 189(10) de la Loi sur les municipalités, chapitre M-22 des Lois révisées de 1973 est modifié par la suppression de « Commission des entreprises des services publics » et son remplacement par « Commission de l'énergie et des services publics »*

#### *Loi de 2005 sur les pipelines*

101(1) *L'article 1 de la Loi de 2005 sur les pipelines, chapitre P-8.5 des Lois du Nouveau-Brunswick de 2005, est modifié*

*a) par l'abrogation de la définition « Commission » et son remplacement par ce qui suit :*

« Commission » désigne la Commission de l'énergie et des services publics prorogée par la *Loi sur la Commission de l'énergie et des services publics*. (*Board*)

- |   |  |
|---|--|
| <i>(b) by repealing the definition “common expenses”;</i>               | <i>b) par l'abrogation de la définition « dépenses communes »;</i>         |
| <i>(c) by repealing the definition “direct expenses”;</i>               | <i>c) par l'abrogation de la définition « dépenses directes »;</i>         |
| <i>(d) by repealing the definition “electronic hearing”;</i>            | <i>d) par l'abrogation de la définition « audience électronique »;</i>     |
| <i>(e) by repealing the definition “oral hearing”;</i>                  | <i>e) par l'abrogation de la définition « audience orale »;</i>            |
| <i>(f) by repealing the definition “start-up costs”;</i>                | <i>f) par l'abrogation de la définition « frais de démarrage »;</i>        |
| <i>(g) by repealing the definition “written hearing”.</i>               | <i>g) par l'abrogation de la définition « audience écrite ».</i>           |
| <b>101(2) Subsection 50(3) of the Act is repealed.</b>                  | <b>101(2) Le paragraphe 50(3) de la Loi est abrogé.</b>                    |
| <b>101(3) The heading preceding section 51 of the Act is repealed.</b>  | <b>101(3) La rubrique qui précède l'article 51 de la Loi est abrogée.</b>  |
| <b>101(4) Section 51 of the Act is repealed.</b>                        | <b>101(4) L'article 51 de la Loi est abrogé.</b>                           |
| <b>101(5) The heading preceding section 52 of the Act is repealed.</b>  | <b>101(5) La rubrique qui précède l'article 52 de la Loi est abrogée.</b>  |
| <b>101(6) Section 52 of the Act is repealed.</b>                        | <b>101(6) L'article 52 de la Loi est abrogé.</b>                           |
| <b>101(7) The heading preceding section 53 of the Act is repealed.</b>  | <b>101(7) La rubrique qui précède l'article 53 de la Loi est abrogée.</b>  |
| <b>101(8) Section 53 of the Act is repealed.</b>                        | <b>101(8) L'article 53 de la Loi est abrogé.</b>                           |
| <b>101(9) The heading preceding section 54 of the Act is repealed.</b>  | <b>101(9) La rubrique qui précède l'article 54 de la Loi est abrogée.</b>  |
| <b>101(10) Section 54 of the Act is repealed.</b>                       | <b>101(10) L'article 54 de la Loi est abrogé.</b>                          |
| <b>101(11) The heading preceding section 55 of the Act is repealed.</b> | <b>101(11) La rubrique qui précède l'article 55 de la Loi est abrogée.</b> |
| <b>101(12) Section 55 of the Act is repealed.</b>                       | <b>101(12) L'article 55 de la Loi est abrogé.</b>                          |
| <b>101(13) The heading preceding section 56 of the Act is repealed.</b> | <b>101(13) La rubrique qui précède l'article 56 de la Loi est abrogée.</b> |
| <b>101(14) Section 56 of the Act is repealed.</b>                       | <b>101(14) L'article 56 de la Loi est abrogé.</b>                          |
| <b>101(15) The heading preceding section 57 of the Act is repealed.</b> | <b>101(15) La rubrique qui précède l'article 57 de la Loi est abrogée.</b> |



- |  |   |
|--|---|
| <b>101(16)</b> <i>Section 57 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(16)</b> <i>L'article 57 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(17)</b> <i>The heading preceding section 58 of the Act is repealed.</i> | <b>101(17)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 58 de la Loi est abrogée.</i> |
| <b>101(18)</b> <i>Section 58 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(18)</b> <i>L'article 58 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(19)</b> <i>The heading preceding section 59 of the Act is repealed.</i> | <b>101(19)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 59 de la Loi est abrogée.</i> |
| <b>101(20)</b> <i>Section 59 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(20)</b> <i>L'article 59 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(21)</b> <i>The heading preceding section 60 of the Act is repealed.</i> | <b>101(21)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 60 de la Loi est abrogée.</i> |
| <b>101(22)</b> <i>Section 60 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(22)</b> <i>L'article 60 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(23)</b> <i>The heading preceding section 61 of the Act is repealed.</i> | <b>101(23)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 61 de la Loi est abrogée.</i> |
| <b>101(24)</b> <i>Section 61 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(24)</b> <i>L'article 61 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(25)</b> <i>The heading preceding section 62 of the Act is repealed.</i> | <b>101(25)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 62 de la Loi est abrogée.</i> |
| <b>101(26)</b> <i>Section 62 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(26)</b> <i>L'article 62 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(27)</b> <i>The heading preceding section 63 of the Act is repealed.</i> | <b>101(27)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 63 de la Loi est abrogée.</i> |
| <b>101(28)</b> <i>Section 63 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(28)</b> <i>L'article 63 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(29)</b> <i>Section 64 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(29)</b> <i>L'article 64 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(30)</b> <i>The heading preceding section 66 of the Act is repealed.</i> | <b>101(30)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 66 de la Loi est abrogée.</i> |
| <b>101(31)</b> <i>Section 66 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(31)</b> <i>L'article 66 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(32)</b> <i>The heading preceding section 67 of the Act is repealed.</i> | <b>101(32)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 67 de la Loi est abrogée.</i> |
| <b>101(33)</b> <i>Section 67 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(33)</b> <i>L'article 67 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(34)</b> <i>The heading preceding section 68 of the Act is repealed.</i> | <b>101(34)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 68 de la Loi est abrogée.</i> |
| <b>101(35)</b> <i>Section 68 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(35)</b> <i>L'article 68 de la Loi est abrogé.</i>                          |
| <b>101(36)</b> <i>The heading preceding section 69 of the Act is repealed.</i> | <b>101(36)</b> <i>La rubrique qui précède l'article 69 de la Loi est abrogée.</i> |
| <b>101(37)</b> <i>Section 69 of the Act is repealed.</i>                       | <b>101(37)</b> <i>L'article 69 de la Loi est abrogé.</i>                          |

**101(38)** *The heading preceding section 70 of the Act is repealed.*

**101(39)** *Section 70 of the Act is repealed.*

**101(40)** *The heading preceding section 71 of the Act is repealed.*

**101(41)** *Section 71 of the Act is repealed.*

**101(42)** *The heading preceding section 72 of the Act is repealed.*

**101(43)** *Section 72 of the Act is repealed.*

#### *Protected Natural Areas Act*

**102** *Section 1 of the Protected Natural Areas Act, chapter P-19.01 of the Acts of New Brunswick, 2003, is amended in the definition “public utility” by striking out “Public Utilities Act” and substituting “Part 3 of the Energy and Utilities Board Act”.*

#### **REPEAL**

##### **Repeal of Public Utilities Act and regulation**

**103(1)** *The Public Utilities Act, chapter P-27 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

**103(2)** *New Brunswick Regulation 92-140 under the Public Utilities Act is repealed.*

#### **COMMENCEMENT**

##### **Commencement**

**104(1)** *Subject to subsection (2), this Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by proclamation.*

**104(2)** *Subsection 89(5) shall be deemed to have come into force on the date that the provision was first introduced as part of a bill in the Legislative Assembly of New Brunswick.*

**101(38)** *La rubrique qui précède l'article 70 de la Loi est abrogée.*

**101(39)** *L'article 70 de la Loi est abrogé.*

**101(40)** *La rubrique qui précède l'article 71 de la Loi est abrogée.*

**101(41)** *L'article 71 de la Loi est abrogé.*

**101(42)** *La rubrique qui précède l'article 72 de la Loi est abrogée.*

**101(43)** *L'article 72 de la Loi est abrogé.*

#### *Loi sur les zones naturelles protégées*

**102** *L'article 1 de la Loi sur les zones naturelles protégées, chapitre P-19.01 des Lois du Nouveau-Brunswick de 2003, est modifié à la définition « entreprise de service public » par la suppression de « Loi sur les entreprises de service public » et son remplacement par « Loi sur la Commission de l'énergie et des services publics ».*

#### **ABROGATION**

##### **Abrogation de la Loi sur les entreprises de service public et de son règlement**

**103(1)** *La Loi sur les entreprises de service public, chapitre P-27 des Lois révisées de 1973, est abrogée.*

**103(2)** *Le règlement du Nouveau-Brunswick 92-140 établi en vertu de Loi sur les entreprises de service public, est abrogé.*

#### **ENTRÉE EN VIGUEUR**

##### **Entrée en vigueur**

**104(1)** *Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entre en vigueur au jour ou aux jours fixés par proclamation.*

**104(2)** *Le paragraphe 89(5) est réputé être entré en vigueur à la date à laquelle cette disposition est introduite pour la première fois dans un projet de loi déposé à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.*

## SCHEDULE A

Column I Section	Column II Category of Offence
56(1)(a).....	E
56(1)(b).....	E
56(2).....	E
57(1).....	E
57(2).....	E
58.....	G
59.....	G
64(1).....	G
64(2).....	G
77.....	E
81(1).....	F

**N.B.** Sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, subsection 48(1), sections 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 82, paragraphs 83(a), 83(b), 83(c), 83(d), 83(e), 83(g), 83(h), 83(i), 83(j), sections 84, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 and 104 were proclaimed and came into force February 1, 2007.

**N.B.** Schedule A was proclaimed and came into force March 31, 2016.

**N.B.** Section 80 and paragraph 83(f) of this Act were repealed by the *Statute Repeal Act, 2012*, c.13, in force December 31, 2016.

**N.B.** This Act is consolidated to December 13, 2024.

## ANNEXE A

Colonne I Article	Colonne II Classe d'infraction
56(1)(a).....	E
56(1)(b).....	E
56(2).....	E
57(1).....	E
57(2).....	E
58.....	G
59.....	G
64(1).....	G
64(2).....	G
77.....	E
81(1).....	F

**N.B.** Les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, le paragraphe 48(1), les articles 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 81, 82, les alinéas 83a), 83b), 83c), 83d), 83e), 83g), 83h), 83i), 83j), les articles 84, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103 et 104 de la présente loi ont été proclamés et sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2007.

**N.B.** L'annexe A a été proclamée et est entrée en vigueur le 31 mars 2016.

**N.B.** L'article 80 et l'alinéa 83f) de la présente loi ont été abrogés le 31 décembre 2016 en vertu de la *Loi sur l'abrogation des lois*, 2012, ch. 13.

**N.B.** La présente loi est refondue au 13 décembre 2024.